

EUROPE

Après le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'Union soviétique

Le gouvernement de Madrid, qui a rétabli, mercredi 9 février, des relations diplomatiques normales avec l'U.R.S.S., a également renoué ses relations avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Elle l'avait fait ces dernières semaines avec la Roumanie, la Pologne, la Yougoslavie et la Bulgarie.

L'établissement de relations diplomatiques

normales entre l'U.R.S.S. et l'Espagne est accueilli avec satisfaction dans tous les milieux politiques modérés espagnols, de droite comme de gauche. Les critiques émanant des groupes d'extrême droite, dont M. Blas Piñar, président de Fuerza Nueva, qui qualifie cette décision de « honteuse », de plusieurs groupes de la droite issue du franquisme et du porte-parole du parti

socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de la faction dite historique.

« L'établissement de ces relations facilitera la tâche du parti communiste en lui offrant de nouvelles possibilités légales, et il en a déjà bien assez. Il sera désormais plus difficile de refuser la légalisation du P.C.E. », a affirmé

pour sa part M. Raimundo Fernandez Casta, président des Jeunesses phalangistes (JONS). M. Manuel Murillo, secrétaire général du PSOE, a souligné de son côté : « Je suis historien, je suis réaliste, je suis pragmatique. C'est une décision inopportune en cette période de transition. »

L'or de Moscou

De notre correspondant

Madrid. — Les relations entre l'Espagne et l'U.R.S.S. ont été établies en 1933, mais, pour différentes raisons, elles ne furent effectives que le 25 août 1938. M. Rosenberg, premier ambassadeur soviétique en Espagne, présenta à cette date ses lettres de créance à Manuel Azana, à l'époque président de la République. Ces relations furent interrompues en 1939, lors de la victoire franquiste.

Le rétablissement des relations avec l'U.R.S.S. peut être considéré comme le point culminant d'une spectaculaire ouverture à l'Est du gouvernement espagnol, qui, en moins de trois semaines, a décidé d'échanger des ambassadeurs avec cinq pays de cette région de l'Europe.

Le général Franco devait, pendant toute sa vie, réclamer le fameux « or de Moscou », qui représentait une partie des réserves de la République pendant la guerre civile en U.R.S.S. pour payer du matériel de guerre.

Lorsque la guerre civile éclata, le gouvernement républicain avait à l'étranger un solde créditeur de 2 millions et demi de pesetas (736 kilos d'or fin). C'était insuffisant pour acquiescer le matériel de guerre nécessaire. Avec la Banque d'Espagne, le ministère des finances républicain lança jusqu'au 4 janvier 1937 plusieurs emprunts, ce qui permit la vente à la Banque de France de 800 millions de pesetas or : entre le 24 juillet 1936 et fin mars 1937, 174 tonnes d'or fin furent vendues à la France, ce qui représentait environ le quart des réserves existantes le 18 juillet 1936.

460,5 tonnes d'or fin d'une valeur nominale de 518 millions de

dollars de l'époque furent envoyées à Moscou. La mise en vente de cet or commença en février 1937 et se poursuivit jusqu'au 25 avril 1938. En échange de 429 tonnes d'or fin, le gouvernement espagnol percuta 245 millions de dollars, 42 millions de livres et 375 millions de francs. (Le professeur Juan Vinas, dans son livre *El Oro durante la guerra civil*, interdit par la censure espagnole, a étudié avec précision toutes les opérations de cette période).

Grâce aux devises ainsi obtenues, le gouvernement espagnol payait 132 millions de dollars de matériel de guerre venu de l'U.R.S.S. Le solde fut transféré à un compte que le ministère des finances républicain avait ouvert dans une banque parisienne — la Banque commerciale pour l'Europe du Nord — sous contrôle soviétique, et qui effectuait les paiements internationaux de la République.

Le 10 août 1938, la République ne possédait plus en U.R.S.S. que 1,88 tonnes d'or fin.

Entre mai et octobre 1938, la République vendait 1 225 tonnes d'argent aux autorités nord-américaines. Entre juillet 1938 et janvier 1939, elle vendait 522 tonnes d'argent à la France. Quand Franco s'installa au pouvoir, l'Espagne était dépourvue d'or. Le nouveau gouvernement récupéra 40 tonnes d'or fin déposées en 1931 à Mont-de-Marsan.

Grâce à l'accumulation des réserves, la République aurait pu ainsi dépenser à l'étranger 748 millions de dollars (5 milliards 500 millions de pesetas de 1936). Cette somme correspondrait à 130 % des dépenses de l'Etat espagnol en 1935. — J.-A. N.

Le roi Juan Carlos reçu officiellement par le pape Paul VI

De notre correspondant

Madrid. — Le roi et la reine d'Espagne, en visite officielle au Vatican, ont été reçus en audience jeudi matin 10 février par le pape Paul VI. C'est à Rome que le souverain espagnol est né le 5 janvier 1938, lorsque la famille royale était exilée depuis la proclamation de la République en 1931. Il avait concélébré la messe de son pays, le 28 septembre 1970, lors de la proclamation de sainte Thérèse d'Avila, « docteur de l'Eglise ».

C'est la première fois depuis 1929 qu'un roi d'Espagne est reçu officiellement au Vatican (le roi Franco ne s'était jamais rendu). Avant l'audience pontificale, le roi Juan Carlos a eu un entretien avec le président du conseil italien, M. Andreotti, et il devait signer avec le président de la République, M. Leone.

A l'occasion de la visite des souverains (au cours de laquelle le roi Juan Carlos devait aller à la messe à la basilique de Saint-Pierre, le roi Alphonse XIII, mort à Rome en 1941, ce qui pose une fois de plus aux yeux de l'opinion espagnole la question du transfert de ses restes mortuaires, les cardinaux Vicente Enrique y Tarazona (archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale espagnole) et Marcelo González Martín (archevêque de Tolède et primat d'Espagne), se sont également rendus à Rome. Les relations entre les Eglises d'Italie et d'Espagne font l'objet de nouvelles négociations.

Depuis la mort de Franco, ces négociations sont en bonne voie, surtout depuis que le roi Juan Carlos a renoncé, l'été dernier, au principe de préséance des évêques qui avait été reconnu à la couronne d'Espagne il y a des siècles et que Franco s'était refusé à abandonner. On pensa à Madrid que d'ici 1978 le concordat de 1954 sera définitivement remplacé par une série d'accords partiels qui consacreront la non-confessionnalité des principes principaux de la législation civile sur le mariage et la question du patrimoine artistique de l'Eglise.

Actuellement, le divorce n'est pas reconnu en Espagne, en vertu du concordat de 1953, et pratiquement seul le mariage canonique est légalement valable. Quant à la suppression de la confessionnalité de l'Etat, elle pose un problème constitutionnel. Le concordat, qui fut signé en plein apogée du « national-catholicisme », avait été intégré aux lois constitutionnelles, et sa modification implique un référendum.

JOSE-ANTONIO NOVAIS. [«L'Observateur Romano», nous signale notre correspondant à Rome, adressé ce jeudi, un « salut » ou ne peut plus chaleureux aux hôtes du pape. Après avoir souligné, sur un ton presque lyrique, les liens qui unissent l'histoire de l'Espagne à celle de l'Eglise, le quotidien du Vatican écrit : « Dans la continuité de son histoire, qui allie de grandes gloires et de graves épreuves, l'Espagne d'aujourd'hui est tendue vers un destin de paix, de liberté et de justice conforme aux attentes de la société contemporaine, en fidélité aux valeurs éternelles du christianisme dans la collaboration avec les peuples. »

Pour sa part, Radio-Vatican a rendu hommage à la nouvelle monarchie espagnole (qui se présente comme signe de réconciliation entre tous les Espagnols). Elle a rappelé, en s'en félicitant, la reconnaissance légale du mariage civil, le droit de présentation, c'est-à-dire à ses compétences en matière de nomination des évêques telles qu'elles sont prévues par le concordat de 1953.

Les objectifs de l'U.R.S.S. dans l'Espagne de la guerre civile

Renforcer l'alliance anti-hitlérienne • Eliminer les éléments trotskistes

La rébellion militaire de juillet 1936 — aidée dès le début par l'aviation de Mussolini puis par les « fachos » de Hitler — a pris le parti rouge comme prétexte. Dans l'Europe des années 30, l'image de l'homme au couteau entre les dents s'était imposée. Le parti communiste n'avait pas trois mille adhérents. On comptait presque autant de communistes en rupture de parti : ils avaient créé l'Alliance révolutionnaire ouvrière et paysanne qui donnait plus tard naissance au Parti ouvrier d'unité nationale (le POUM), trotskiste sans pour autant être affilié à la IV^e Internationale. Le parti communiste orthodoxe était une force du prolétariat des grandes villes : Madrid, Barcelone, Séville et Malaga. Le Komintern lui envoyait un premier instructeur, un Italo-Argentin connu sous le pseudonyme de Medina.

« Si nos armes n'arrivent pas la République est perdue »

Imprégnés des doctrines libérales de leur jeunesse, ces militants sont des « durs », difficiles à manipuler. Leur participation au Front populaire avec les socialistes et les républicains de gauche leur permit de décrocher dix-sept sièges aux élections de février 1936. Les socialistes en obtinrent quatre-vingt-dix-neuf, ce qui leur donna le pouvoir. Manuel Azana, un modéré de la Gauche républicaine, est élu président de la République avec deux cent trente-huit voix contre cinq au président sortant, le conservateur Alicia Zamora.

Du Kremlin, Staline observe. La diplomatie soviétique est surprise par l'insurrection militaire du Maroc à l'assaut de la métropole. Le parti communiste, bien encadré et structuré, se place au premier rang des défenseurs de la République, d'abord dans le fameux « 8^e régiment », qui bientôt les effectifs réels d'une division, puis dans les Brigades internationales, où les communistes ont le rôle de commandement.

L'U.R.S.S. veut surtout éviter d'être envahie, avec des mesures révolutionnaires, ses éventuels alliés, la Grande-Bretagne et la France. L'ennemi, c'est l'axe, et Hitler comme Mussolini, soutiennent les rebelles espagnols. Mais Staline a ses propres problèmes. Il veut soumettre les « vieux-bolcheviks », qui seront bientôt les

victimes de la « grande purge ». Ce sont les critiques acerbes du POUM, l'accusant d'être le « organe des fascistes », affirme l'historien anglais Hugh Thomas, qui finit par se convertir aux idées communistes. Les premières armes étrangères de républicains, face aux nationaux, ne sont pas russes, mais mexicaines et françaises. L'un des chefs communistes, Jesus Hernandez, s'en plaint d'ailleurs au général Berzin, conseiller militaire à l'ambassade soviétique à Madrid. L'ambassadeur Rosenberg envoie aussitôt un S.O.S. à Moscou : « Si nos armes n'arrivent pas, la République est perdue ».

Maurice Thorez se rend à Moscou, où il soutient fermement l'appel de Rosenberg. Il faut faire vite. Les légionnaires italiens arrivent et aussi les aviateurs et les techniciens allemands de la légion Condor. Staline n'est pas mécontent d'envoyer en Espagne des « émigrés » qui le gênent. Deux mois plus tard, Alexandre Orlov a installé à Madrid, une antenne du N.K.V.D., police secrète soviétique chargée de surveiller en particulier les dirigeants du parti. Beaucoup de ceux-ci, à leur retour en U.R.S.S., seront victimes des purges qui déclinent l'armée rouge à la veille de la deuxième guerre mondiale. Prudent, Joseph Staline demande à se faire payer d'avance, on lui envoie une grande partie des réserves d'or de la Banque d'Espagne.

La « guerre des barricades »

Le départ du gouvernement républicain pour Valence en novembre 1936 provoque un vide dans les institutions qui sera vite comblé par les cadres du parti communiste et les conseillers soviétiques.

En mai 1937, à Barcelone la police du président Companys est contrôlée par le parti socialiste, l'unité de Catalogne (communiste). Ce dernier entre en conflit armé avec la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et le POUM. Ces rumeurs, servent de prétexte aux éléments franquistes infiltrés dans les rangs de la FAI, de la C.N.T. (anarchiste) et du POUM. Ces rumeurs, servent de prétexte aux communistes pour entreprendre

une chasse aux sorcières trotskistes. Largo Caballero, le Lénine espagnol, y perd son poste de chef du gouvernement. Il sera remplacé par Juan Negrin, un socialiste qui, au début, avait pris ses distances à l'égard des communistes, aussi bien espagnols que russes. Negrin pense, en effet, que, pour sauver l'Espagne, il faut entraîner les démocrates occidentaux dans un conflit international. Mais la pression des franquistes se fait plus forte en direction de la Méditerranée et le territoire républicain risque d'être coupé en deux. Negrin quitte Valence pour Barcelone en automne 1938, l'année de Munich. Daladier et Chamberlain, avec l'accord de Mussolini, ont laissé les mains libres à Hitler en Tchécoslovaquie. Staline sachant qu'il ne peut compter sur la France et l'Angleterre s'engage sur la voie qui conduira en août 1939 au pacte germano-soviétique.

Negrin devine le virage du Kremlin. Il demande une aide accrue. Les Soviétiques font la sourde oreille. Le menace de rappler Marcelino Fausca, son ambassadeur à Moscou, qui n'arrive pas à se faire recevoir par Staline. Le séjour de Negrin à Barcelone va permettre d'améliorer les rapports entre socialistes et communistes. Il est même question de procéder à une fusion P.S.-P.C. Negrin refuse. Il ne veut pas aller si loin. Il est trahi par son ministre de la guerre, le socialiste Prieto, qui ne porte pas les communistes dans son cœur et vient de supprimer le poste de ministre de la politique générale aux armées, ainsi que différents postes de commissaires politiques, de brigade et de division. Mais il ne peut empêcher le S.I.M. (Service d'investigation militaire) d'être pris en main par les communistes, en contact avec les agents d'Orlov.

Ainsi le S.I.M. oublie parfois sa mission de contre-espionnage pour travailler selon les méthodes du N.K.V.D. soviétique. On lui impute de nombreux assassinats dont celui de Nin et de nombreux tortures.

L'aide de l'U.R.S.S. à l'Espagne s'amenuise. Avant même que la France et la Grande-Bretagne décident la non-intervention dans le conflit, Staline ordonne, dès septembre 1938, le retrait des brigades internationales. Mais ses représentants resteront encore en Espagne après le triomphe et émuant défilé des volontaires de vingt-neuf pays, le 15 novembre 1938 sur les « rampilles » de Barcelone, jonchées de fleurs.

L'estocade

Le 28 février 1939 un formidable coup de boutoir enfonce le front de l'Ebre, entre la Catalogne et le Levant. C'est l'estocade : Manuel Azana, réfugié à Paris, donne sa démission de la présidence de la République. Le 2 mars l'armée de la flotte républicaine Пуш — qui servira à partir de 1942 comme officier dans les corps francs d'Afrique et dans la division Leclerc et qui entrera parmi les premiers dans Paris libéré — réunit ses commandants d'unité à Carthagène pour leur annoncer qu'un coup d'Etat est en préparation contre Negrin. C'est le colonel Casado qui, sur le front de Madrid, est le chef du complot, appuyé par les colonels non communistes partisans de négocier avec les franquistes une reddition sans effusion de sang. Negrin, après une dernière conversation téléphonique avec Casado, s'incline devant le fait accompli.

Les chefs communistes ne peuvent croire que l'U.R.S.S. se désintéresse de leur sort. Des garnisons sont soulevées par leurs officiers se soumettent à Casado. Au printemps de 1939, qui précède de six mois le début du deuxième conflit international, les trois cent cinquante mille Espagnols qui prennent le long et douloureux chemin de l'exil pressent qu'ils ont été les cobayes des nouvelles méthodes de guerre totale.

LEO PALACIO.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Espagne sur le fil » de Ricardo Paseyro

Mex, sans doute, avait tort sur ce point : l'histoire ne se répète jamais, elle n'a pas le pouvoir de faire rejouer une tragédie en force. Tout au plus elle rappelle, épingle de bégayement, le destin d'un bégayement. Ricardo Paseyro, modeste poète argentin, abhorrent Neruda, Asturias et quelques autres auteurs latino-américains de talent consacré, n'est pas marxiste. Pourtant, il pense que l'Espagne de 1977, émergeant avec sang-froid de quarante années de franquisme et se préparant de réussir une transition pacifique à la démocratie, est déjà menacée par le totalitarisme de gauche.

S'il ne nie pas l'existence d'un « bunker » de droite, l'auteur de cette *Espagne sur le fil* (1), ouvrage passionné, polémique et souvent excessif, redoute d'abord le « bunker » de gauche. En bonne logique, il devrait y enfoncer les portes de la gauche, mais c'est le P.C. qui est sa cible de prédilection. Il est permis de croire ou de ne pas croire à la sincérité des dirigeants des partis communistes qui se réclament aujourd'hui de « euro-communisme », récusent a priori la volonté de « changement » de la grande majorité des Espagnols et de la plupart des formations politiques de droite et de gauche de la nouvelle Espagne, c'est, en tout cas, s'enfermer dans l'immobilisme, limiter les chances de la démocratie, bloquer l'ouverture possible. Dire que l'Espagne « au fond » n'a pas changé, c'est annoncer aux Espagnols une nouvelle montée de dévotion à la gauche, ce qui, de 1930 à 1939, ont précipité le pays dans un conflit fratricide.

Dans ce livre-pamphlet, qui se veut prophétique et prend souvent des couleurs d'apocalypse, l'auteur développe une thèse simple. C'est la gauche espagnole qui est la principale, sinon l'unique, responsable de la guerre civile. Mêmes causes, mêmes effets. Cette gauche qui réagit et revendique l'exercice des libertés pourrait bien faire capoter la mise en place d'une démocratie. Ce brûlot contient bien des notations intéressantes et justes, sur la fausse analogie entre Franco et de Gaulle, sur les erreurs, les luttes internes,

les fautes, les faiblesses du Front populaire, sur les causes proprement « espagnoles » de la tragédie de 1936. Mais le « retour à 1936 », précisément, n'est pas possible. L'immense majorité des Espagnols rejettent cette perspective, et, surtout, les conditions socio-économiques sont radicalement différentes, sans parler du contexte international.

Curlusement, Paseyro encadre et affaiblit son propos historique, qui ne manque pas par ailleurs de souffle, par deux exemples illustrant selon lui « l'aveuglement » dont sont frappés les victimes choisies par le communisme international : 1) l'intervention de Solentysne à la télévision espagnole en mars 1976 ; 2) la controverse sur le stock d'or déposé en U.R.S.S. par la République pendant la guerre civile. L'auteur ne consacre pas moins d'une quarantaine de pages (sur deux cent quarante) à la seule affaire Solentysne, prenant à cette occasion le monde à partie avec une vigueur virulente. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point (2). Les mises en garde, les comparaisons et les « conseils » de l'écrivain russe n'ont pas suscité la colère de la seule « gauche espagnole », comme s'écrie l'auteur, mais celle de l'immense majorité des Espagnols, y compris de certains membres du gouvernement. Du point de vue de la liberté de la presse, Solentysne n'a sans doute rien dit de scandaleux ce jour-là. Mais il a dit des choses qui ont été des libertés pendant quatre décennies et qui ont provoqué, quant à la question de l'or de Moscou, un document du ministère espagnol des finances dont nous avons donné des extraits (3) établis sans contestation possible que les réserves d'or envoyées en U.R.S.S. (et représentant une partie seulement des réserves de 1939) ont bien été utilisées pour payer du matériel de guerre soviétique. A vouloir trop prouver...

M. N.

(1) *L'Espagne sur le fil*, de Ricardo Paseyro, Robert Laffont, 240 pages, 30 F.

(2) *Le Monde* du 16 avril 1976.

(3) *Le Monde* du 9 février 1977.

LA CONTEST

Union soviétique

L'agence Tass critique indirectement ses déclarations sur M. Al

De notre correspondant

Moscou. — L'agence soviétique de presse Tass a critiqué indirectement les déclarations de M. Al. L'agence Tass a déclaré que M. Al ne fait pas de déclarations « utiles » et que ses déclarations sont « excessives ». M. Zamiatina, le directeur de l'agence Tass, a déclaré que M. Al ne fait pas de déclarations « utiles » et que ses déclarations sont « excessives ». M. Zamiatina, le directeur de l'agence Tass, a déclaré que M. Al ne fait pas de déclarations « utiles » et que ses déclarations sont « excessives ».

Le 28 février 1939 un formidable coup de boutoir enfonce le front de l'Ebre, entre la Catalogne et le Levant. C'est l'estocade : Manuel Azana, réfugié à Paris, donne sa démission de la présidence de la République. Le 2 mars l'armée de la flotte républicaine Пуш — qui servira à partir de 1942 comme officier dans les corps francs d'Afrique et dans la division Leclerc et qui entrera parmi les premiers dans Paris libéré — réunit ses commandants d'unité à Carthagène pour leur annoncer qu'un coup d'Etat est en préparation contre Negrin. C'est le colonel Casado qui, sur le front de Madrid, est le chef du complot, appuyé par les colonels non communistes partisans de négocier avec les franquistes une reddition sans effusion de sang. Negrin, après une dernière conversation téléphonique avec Casado, s'incline devant le fait accompli.

Un appel contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S.

Le Comité des psychiatres français pour la libération de la psychiatrie a adressé un appel à la presse internationale pour qu'elle s'occupe de la libération de la psychiatrie. Le Comité des psychiatres français pour la libération de la psychiatrie a adressé un appel à la presse internationale pour qu'elle s'occupe de la libération de la psychiatrie.

En Grande-Bretagne, le journal *The Guardian* a adopté une ligne éditoriale condamnant l'abus de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S. Le journal *The Guardian* a adopté une ligne éditoriale condamnant l'abus de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S.

La polémique Moscou-Pékin

La référence à l'« opinion progressiste mondiale » indique que l'Observateur ne fait pas allusion à de simples propositions qui auraient été faites secrètement, mais à des propositions, comme la suspension de la publication de la presse soviétique, de la mort de Mao Zedong, qui ont été refusées par les dissidents. La polémique Moscou-Pékin est en train de s'intensifier.

Réplique à l'appel chinois aux « dissidents »

Tout en relançant cette rumeur, on peut se demander si M. Hyatt Harkness, l'ambassadeur américain à Moscou, a été le premier à lancer la rumeur. La rumeur a été lancée par M. Hyatt Harkness, l'ambassadeur américain à Moscou.

Le Monde

dossiers et documents

NUMERO DE FÉVRIER

LES COMMUNES

LES RELATIONS DU TRAVAIL

Le numéro : 2,30 F

MADRID RÉTABLIT LA CENSURE SUR LES ARTICLES TRAITANT DES ENLEVEMENTS ET DES ATTENTATS

Madrid (A.F.P.). — Toutes les informations relatives aux activités de la police sur les enlèvements de M. Antonio María de Oriol et sur les attentats commis dans la dernière semaine de janvier à Madrid, ont été déclarées « matière réservée » par le ministère de l'Intérieur.

Un communiqué officiel précise que « les actes, documents, informations ou commentaires » relatifs à ces faits sont désormais « matière réservée ».

Le ministre de l'Intérieur, dans sa note, affirme avoir pris cette décision conformément à la loi du 5 avril 1969, qui envisage la « matière réservée » pour les informations « qui pourraient faire courir un danger à la sécurité de l'Etat ou compromettre les intérêts fondamentaux de la nation dans le domaine de la défense nationale, de la paix extérieure ou de l'ordre constitutionnel ».

La Fédération anarchiste proteste contre l'attitude du conseil de France à Barcelone qui a opposé une fin de non-recevoir à des avocats venus demander son appui pour obtenir la libération de deux délégués anarchistes français arrêtés lors d'une réunion, le 30 janvier à Barcelone.

153

Rue de l'Université

Paris 7^e

Le quartier est exceptionnel. Les appartements aussi. Dans une résidence émaillée de jardins, appartements de 2 à 5 pièces et studios.

Livraison 3^e trimestre 1977. Prix fermes et définitifs à la réservation.

Visitez l'appartement modèle tous les jours de 14 à 19 heures et samedi de 10 à 19 heures

GERC

(fermeture dimanche et lundi) Ou GERC, 52 Champs-Élysées, Paris 8^e Tél. 256.38.08.

Une réalisation SERDI.

مكتبة الأصل

EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS COMMUNISTES

Union soviétique

L'agence Tass critique indirectement M. Carter pour ses déclarations sur M. Alexandre Guinzbourg

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a indirectement critiqué M. Carter, pour avoir exprimé sa « préoccupation » à la suite de l'arrestation, la semaine dernière, de M. Guinzbourg, l'ancien responsable du fonds d'aide aux dissidents. Quelques heures après la conférence de presse du président des Etats-Unis, l'agence Tass a diffusé un commentaire qui, tout en attaquant le département d'Etat, visait, en fait, le chef de la Maison Blanche. Plusieurs jours avant le départ de M. Carter, le porte-parole du département d'Etat avait, lui aussi, fait état de la « préoccupation » de l'administration américaine.

Le commentaire de Tass, qui est intitulé « Qui le département d'Etat défend-2? », se résume en une violente charge contre M. Guinzbourg, une fois de plus accusé de spéculation, de trafic de devises et de « contacts directs avec le N.T.S., une organisation pro-fasciste d'émigrés, soutenue

par des services spéciaux occidentaux ». La culpabilité de M. Guinzbourg ne fait, on le voit, aucun doute pour l'agence Tass, bien que l'affaire n'ait pas encore été jugée et que l'instruction soit encore en cours.

M. Zarnitsine, le directeur de l'agence Tass, a d'autre part, fait diffuser une déclaration reproduite dans tous les journaux de ce jeudi 10 février dans laquelle il accuse les Etats-Unis d'avoir expulsé un correspondant de Tass en poste à Washington. Ce correspondant s'est vu donner une semaine pour quitter le territoire américain après que l'U.R.S.S. ait expulsé l'un des correspondants de l'agence américaine Associated Press à Moscou. Contrairement aux Soviétiques, qui ont accusé le journaliste américain de trafic de devises et d'espionnage, les autorités américaines n'ont porté

aucune accusation contre le correspondant soviétique. Elles se sont seulement réclamées de la « réciprocité ».

Les accusations lancées par M. Zarnitsine ne constituent que l'un des éléments d'une vaste campagne accusant plusieurs pays occidentaux de violer les accords d'Helsinki. Depuis deux jours, la presse publie une multitude d'articles de ce genre visant, outre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale. Les travaux de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, en l'espèce du Nord hollandais, en particulier, de la plus grande publicité, ainsi que les interdictions professionnelles en R.F.A. la mise des Indiens aux Etats-Unis, la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël ainsi que les violations de ces mêmes droits en Rhodésie, en Afrique du Sud et en Namibie.

M. Orlov appréhendé

Sur le « front » de la dissidence, on a assisté, mercredi, à un retour, à Moscou, de M. Youri Orlov, du groupe pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki. M. Orlov, qui se cachait depuis le début du mois, a décliné, au cours d'une conférence de presse, l'« aggravation de la répression » et a affirmé que « l'U.R.S.S. se prépare à renouer son statutisme ».

Ce jeudi matin, M. Orlov a été appréhendé par la police pour interrogatoire, ont annoncé ses amis. La police est venue le chercher au domicile d'un autre membre du groupe, Mme Lioudmila Alexeïeva.

La veille, le général Grigorenko, l'un des vétérans du mouvement contestataire, avait, au cours d'une conférence de presse à Moscou, lancé un appel aux partis communistes d'Europe occidentale pour qu'ils usent de leur influence sur les autorités soviétiques pour « arrêter l'offensive qu'elles ont déclenchée contre les dissidents ».

C'est le désir des communistes occidentaux d'être ainsi, a affirmé notamment l'ancien général de l'armée rouge, qui a été lui-même interné plusieurs années dans un hôpital psychiatrique.

Le général, qui est d'origine ukrainienne, a été particulièrement lié à la défense de M. Nicolas Roudenko, membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, arrêté samedi dernier à Kiev. M. Roudenko, qui est invalide de guerre, risque d'être accusé de trafic de devises, a expliqué le général Grigorenko, car la police prétend avoir trouvé 30 dollars au cours de la perquisition effectuée dans son appartement; selon le général, ces dollars avaient été apportés par la police elle-même.

JACQUES AMALRIC.

Tchécoslovaquie

M. Dubcek serait solidaire des signataires de la Charte 77

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — M. Dubcek, l'ancien dirigeant du printemps de Prague, a d'ailleurs, apprenant-nous de milieux proches des détenteurs des droits civiques tchécoslovaques, les informations selon lesquelles il aurait refusé de signer la Charte 77. Cette affirmation avait été avancée, le 30 janvier, par la Volksstimme, l'organe du P.C. autrichien (pro-soviétique). Pourtant un silence qui avait précédé la telle spéculation, l'ancien secrétaire général du P.C. tchécoslovaque tendrait à faire savoir, indique-t-on de même source, qu'il n'a pas eu connaissance de la Charte avant sa publication. L'une des raisons en serait qu'il est toujours difficile de l'approcher, étant donné la surveillance policière dont il est l'objet.

Ayant pu depuis lors lire la manifestation en faveur des droits civiques, M. Dubcek considère, indique-t-on de même source, que le contenu est pleinement en accord avec ce que lui-même a déjà eu l'occasion de dire, à plusieurs reprises, et qu'il en est solidaire.

Cette prise de position de l'ancien numéro « un » tchécoslovaque devrait couper court aux rumeurs de diverses natures sur ses sentiments à l'égard des signataires de la Charte 77, en même temps qu'elle apporte à ces derniers une importante caution morale.

Pendant que la délégation soviétique, conduite par M. Kapitonov, arrive le mardi 8 février, à Prague, poursuit ses entretiens, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Chmupsek, et son collègue polonais, M. Wojciechowski, ont signé, mercredi, à la suite de la visite de ce dernier en Tchécoslovaquie, un communiqué dans lequel ils se déclarent « fermement décidés à s'opposer au retour des méthodes de la guerre froide et à empêcher des atteintes à leur souveraineté ».

Rudolf Právo, organe du P.C. tchécoslovaque, a lancé mercredi, une vive attaque contre la notion de « libre circulation des idées, et de l'information ». Pour les stratèges de l'information, cette « libre circulation est une opération destinée à miner le socialisme, c'est l'une des formes de violation de la

souveraineté des Etats et une ingérence dans les affaires internes d'autres Etats ».

Rudolf Právo croit pouvoir affirmer que l'Allemagne fassera valoir, déjà, dans les années 30, cette idée de la « libre circulation » pour diffuser ses informations dans la Tchécoslovaquie d'avant les accords de Munich (1938). Le journal s'en prend aussi à Winston Churchill qui, dit-il, remit ce concept, à l'honneur, dans son fameux discours de Fulton, après la guerre.

A Vienne, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie a refusé de recevoir une délégation d'Amnesty International, venue lui remettre une pétition comportant quinze mille signatures, dont celle du chancelier Bruno Kreisky et qui appuie son appel aux détenteurs tchécoslovaques des droits civiques. — M. L.

UNE LETTRE OUVERTE DE L'ÉCRIVAIN ROUMAIN PAUL GOMA

L'écrivain roumain Paul Goma se déclare solidaire de l'action des signataires de la Charte 77. Dans une lettre ouverte envoyée de Bucarest, il écrit : « Vous, comme les Polonais, les Allemands de l'Est, les Hongrois, les Bulgares, vous trouvez sous l'occupation russe ; nous autres Roumains, sommes sous l'occupation roumaine — en fin de compte, plus douloureuse, plus effroyable qu'une occupation étrangère (...). Partout l'Épée ; chez nous l'épée russe, chez nous l'épée roumaine. Mais l'une et l'autre devront rentrer au fourreau. En raison d'un détail, à savoir qu'une idéologie qui prétend être au service de l'homme, mais qui lui trahit la tête, n'a aucun rapport ni avec l'idée ni avec l'homme. Je suis solidaire de vous. Tchéques et Slovaques, Hongrois, Polonais, Allemands, et tous d'autres intellectuels roumains le sont également ».

Deux écrivains roumains qui se trouvent à Paris, MM. Virgil Tănase et Dumitru Tsepeneag, approuvent ce message.

LA DÉCLARATION DE M. JAN PATOCKA

Un « manifeste » a rendu incompressible la conclusion du texte de M. Jan Patocka, porte-parole de la Charte 77 sur le thème « Les Etats doivent se placer sous la souveraineté du sentiment moral » (le Monde du 10 février). Il fallait lire :

« Toutes ces raisons nous amènent à considérer l'époque où la signature des pactes des droits de l'homme et des droits sociaux a été rendue possible comme une étape nouvelle du devenir historique ; elle constitue un revirement dans la conscience des hommes. Il s'agit d'instituer un tel rapport nouveau de l'homme envers lui-même et la société dont il fait partie que les motifs de l'action ne relèvent plus exclusivement de l'essence matérielle, mais du respect de ce qui est supérieur dans l'homme, de la compréhension du devoir, du bien commun. En sachant qu'il est nécessaire à cette fin de subir des désagréments, de risquer de n'être pas compris et même de courir un danger physique. »

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.-B. Pontalis

INCIDENCES DE LA PSYCHANALYSE

OBJETS DU FÉTICHISME

LIEUX DU CORPS

EFFETS ET FORMES DE L'ILLUSION

L'ESPACE DU RÊVE

DESTINS DU CANNIBALISME

BISEXUALITÉ ET DIFFÉRENCE DES SEXES

POUVOIRS

LE DEHORS ET LE DEHORS

AUX LIMITES DE L'ANALYSABLE

FIGURE DU VIDE

LA PSYCHÉ

NARCISSES

DU SECRET

MEMOIRES

GALLIMARD

Un appel contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en U.R.S.S.

Le Comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques (1) a lancé, mercredi 9 février, un appel aux psychiatres du monde entier pour une action concertée en vue d'obtenir la libération de leur confrère soviétique, Sékou Gionzman, condamné à sept ans de travail forcé pour « activités antisoviétiques ».

Au cours d'une conférence de presse organisée par le comité, et à laquelle participèrent notamment Vladimir Boukovski, Leonid Filonov, Natalia Gorbanevskaja et Victor Felsberg, le docteur Ayne, président du syndicat des psychiatres des hôpitaux, a estimé que « Sékou Gionzman avait acquis l'honneur de la psychiatrie soviétique en refusant d'obéir aux ordres du K.G.B., qui voulait lui imposer de faire une analyse psychiatrique, sur documents, du général Grigorenko, interné alors ».

Les signataires en appellent notamment au prochain congrès mondial de psychiatrie d'Amsterdam (en juin 1977) « pour que cessent de telles pratiques, qui, si elles étaient tolérées, ne seraient que par le silence, nous rendraient objectivement complices ». Ils demandent que « M. Gionzman puisse participer à ce congrès ».

et que « les cas des quarante personnes dont nous avons les noms et les lieux d'internement fassent l'objet d'une enquête approfondie ». « Nous réaffirmons, poursuivent-ils, que notre appel est motivé par le refus de ce que les violations médicales de l'éthique soient possibles en quelque pays que ce soit, par notre volonté que l'exercice de notre discipline puisse s'effectuer en toute liberté à l'égard du patient. Ce sont ces mêmes motivations qui nous ont fait prendre position en faveur de nos confrères argentins, arrêtés puis séquestrés aujourd'hui, et qui donnent nous inciter tous à exiger pour eux le libre droit d'exercer leur profession ».

L'appel est lancé par MM. Ayne, président du Syndicat des psychiatres des hôpitaux ; Elia, secrétaire général du Syndicat des psychiatres privés ; Brisset, secrétaire général du Syndicat des psychiatres français ; Descombes et Kouperski, membres du Comité des psychiatres français, contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, et Ferdinand, président de la société savante L'Évolution. Des motivations de soutien ont été recues d'Amnesty International et de l'ordre des médecins.

En Grande-Bretagne, le même jour, le Collège royal de psychiatrie a adopté à l'unanimité une motion condamnant l'abus, en U.R.S.S., des mêmes pratiques.

La polémique Moscou-Pékin

(Suite de la première page.)

La référence à l'« opinion progressiste mondiale » indique que l'Occident ne fait pas allusion à de nouvelles propositions qui auraient été tenues secrètes, mais à des faits connus, comme la suspension unilatérale de la polémique, l'envoi de télégrammes de condoléances au lendemain de la mort de Mao (télégrammes qui ont été refusés par les destinataires), la publication de commentaires représentant les anciennes propositions soviétiques et suggérant, sans faire la moindre concession quant au fond du conflit, une reprise ou un développement des liens culturels, sportifs et commerciaux entre les deux pays. Mentionnons enfin le retour à Pékin, le 27 novembre dernier, de M. Ilytchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et chef de la délégation de l'U.R.S.S. aux négociations frontalières, suspendues pendant dix-huit mois.

Le commentaire de la Pravda corrobore les rumeurs qui courent à Moscou depuis deux semaines et selon lesquelles les négociations n'auraient fait aucun progrès, bien qu'elles se poursuivent sans aucune

périodicité. De source diplomatique chinoise, on rejette la responsabilité de l'impasse sur les Soviétiques ; du côté soviétique, on accuse les Chinois de n'être animés d'aucune bonne volonté et d'exiger toujours de Moscou la reconnaissance officielle de l'illégalité des traités conclus au dix-neuvième siècle et par lesquels le régime tsariste avait arraché à la Chine une partie de la Sibirie orientale.

Réplique à l'appui chinois aux « dissidents » ?

Tout en relançant certaines rumeurs sur un possible retour de M. Ilytchev à Moscou, l'initiative de la Pravda intrigue les observateurs de Moscou : dans la mesure où l'U.R.S.S. avait choisi la carte de l'apaisement apparent, l'intériorité du Kremlin paraissait être de s'en tenir à cette ligne, au moins jusqu'à ce que la situation politique se stabilise et se décente à Pékin, ce qui est encore loin d'être le cas. L'U.R.S.S., pensait-on également, n'avait aucun intérêt à « braver » un peu plus les dirigeants chinois, au moment où ils peuvent être amenés à réexaminer leurs relations avec les Etats-Unis, enfin dotés d'une nouvelle administration.

Il est encore trop tôt pour savoir quel blâme nouveau les a amenés à changer d'avis. Selon certaines analyses, le Kremlin aurait été particulièrement irrité par l'appui que Pékin a apporté récemment aux « dissidents » du camp socialiste et par l'intensification de la propagande chinoise contre la « menace soviétique ». Cette campagne, fait-on remarquer à Moscou, coïncide avec celle qui a été déclenchée aux Etats-Unis et en Europe occidentale depuis quelques semaines.

JACQUES AMALRIC.

Chypre

Mgr Makarios est « disposé à un compromis » sur la question de la fédération

Nicosie. — Il n'y a pas de désaccord entre nous (la communauté chypriote grecque et la communauté chypriote turque) sur la question d'une fédération entre les régions sous administration des Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, tout en préservant Chypre en tant qu'Etat unitaire et indépendant », a déclaré le président Makarios au cours d'une interview accordée jeudi 10 février à l'agence U.P.I.

« Les questions difficiles, a-t-il ajouté, les questions sur lesquelles il y a désaccord, sont celles des territoires, de la liberté de déplacement et de la libre disposition des biens ».

Le président de la République de Chypre a déclaré s'attendre à ce que les conversations qu'il aura samedi 12 février avec M. Denktash, leader de la communauté chypriote turque, et M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, permettent de définir le cadre dans lequel les négociations chypriotes grecs et chypriotes turcs auront lieu les semaines suivantes.

Mgr Makarios et M. Denktash s'étaient rencontrés pour la première fois depuis treize ans — le 27 janvier dernier — et étaient convenus de se retrouver en pré-

sence du secrétaire général de l'ONU. Le 27 janvier, M. Denktash avait offert que les Chypriotes turcs rendent une partie du territoire qu'ils contrôlent depuis l'invasion de Chypre par les forces turques en 1974, de telle façon que la communauté chypriote turque ne garde plus que 32,8 % du territoire de l'île. Dans une contre-proposition, le président Makarios avait demandé que cette part soit réduite à 20 %.

« J'estime, a déclaré Mgr Makarios, qu'il serait raisonnable proposition, le président Makarios que l'extension des régions (sous contrôle de l'une et l'autre communautés) soit proportionnelle à la force numérique de chaque communauté. C'est à partir de cette position que j'ai proposé à M. Denktash que 30 % du territoire soit sous administration chypriote turque ».

Les Chypriotes grecs, a poursuivi l'évêque, ont une longue expérience de négociation. Je suis disposé à un compromis. Tout compromis, cependant, doit ne pas mettre en danger l'avenir de Chypre en tant qu'Etat indépendant.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat a annoncé mercredi 9 février que M. Clifford, envoyé spécial du président Carter, entreprendra le 16 février sa mission en Grèce, en Turquie et à Chypre.

« Le renforcement du pouvoir d'Etat »

La seconde, qui la complète, porte sur la place de la défense dans le procès, mais en cause la liberté de parole de l'opinion et interdit l'organisation d'une défense collective et politique.

« Refuser à un criminel, qu'il soit politique ou de droit commun, et quelle qu'ait été la gravité de son crime, le droit de revendiquer l'application des lois démocratiques et le respect des éléments des droits de la défense, c'est accepter l'arbitraire, c'est consacrer la négation même de la démocratie ».

Le dévoué du Syndicat de la magistrature se réfère notamment à « aux poursuites disciplinaires et pénales exercées récemment à l'encontre de plus de quarante avocats, et notamment la poursuite engagée contre l'avocat Kurt Groenewold devant la cour d'appel de Hambourg, accompagnée d'une forte campagne de presse ».

« Le Groenewold est accusé d'avoir soutenu les objectifs politiques du groupe Baader-Meinhof, dont il était l'un des avocats, en facilitant les communications entre les détenus, et en révélant les motifs de leur grève de la faim.

Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE FÉVRIER

- LES COMMUNES
- LES RELATIONS DU TRAVAIL

Le numéro : 2,30 F

Union soviétique

M. Raimundo Fernandez Cossío, secrétaire général du P.C. chilien, a souligné de son côté : « Le renforcement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et le Chili est une décision importante. C'est une décision de cette période de transition. »

la guerre civile

éléments trotskistes

L'aide de l'U.R.S.S. à l'Espagne s'amenuise. Avant même que France et la Grande-Bretagne décident la non-intervention, le conflit, Staline ordonne le 19 septembre 1936, le retrait des brigades internationales. Mais les représentants ressortissent encore l'Espagne après le triomphe franquiste. L'U.R.S.S. a donc, jusqu'en 1939, les 15 novembre 1938 sur les rambles de la reine, juchés de fleurs.

L'estocade

Le 23 février 1939 un tir d'artillerie de l'Espagne s'abat sur le front de l'Espagne, entre la ligne et le Levant. C'est le début de la guerre civile. Mais, dans la nuit du 23 au 24 février, le P.C. chilien, sous la présidence de M. Raimundo Fernandez Cossío, a tenu une conférence de presse. M. Fernandez Cossío a déclaré : « Le P.C. chilien a décidé de soutenir l'Espagne républicaine. Nous sommes prêts à envoyer des volontaires. Nous sommes prêts à envoyer des armes. Nous sommes prêts à envoyer des munitions. Nous sommes prêts à envoyer tout ce que nous pouvons. Nous sommes prêts à tout. »

LEO PALACE

IOGRAPHIE

ne sur le fil ardo Paseyro

Le 20 février 1939 un tir d'artillerie de l'Espagne s'abat sur le front de l'Espagne, entre la ligne et le Levant. C'est le début de la guerre civile. Mais, dans la nuit du 23 au 24 février, le P.C. chilien, sous la présidence de M. Raimundo Fernandez Cossío, a tenu une conférence de presse. M. Fernandez Cossío a déclaré : « Le P.C. chilien a décidé de soutenir l'Espagne républicaine. Nous sommes prêts à envoyer des volontaires. Nous sommes prêts à envoyer des armes. Nous sommes prêts à envoyer des munitions. Nous sommes prêts à envoyer tout ce que nous pouvons. Nous sommes prêts à tout. »

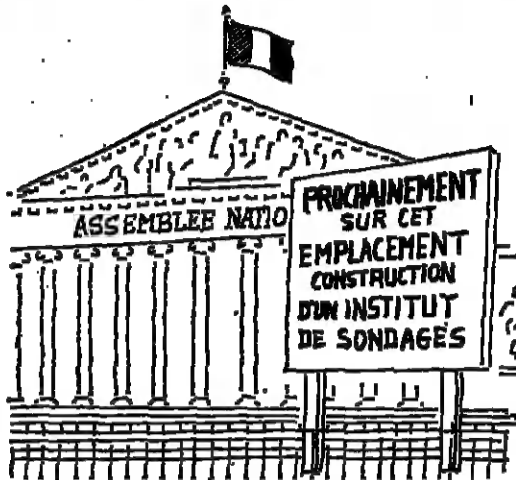
des ministres

UN SONDAGE « FIGARO-SOFRÈS »

« Percée » de M. Raymond Barre
Baisse de popularité de M. Jacques Chirac

Un sondage d'opinion Figaro-Sofrès effectué entre le 1^{er} et le 5 février traduit la « percée » de M. Barre. Par rapport au mois de décembre, le premier ministre gagne 18 points, passant de 31 % à 49 % d'opinions favorables. Dans l'indice de popularité des personnalités de la majorité, il vient en seconde position derrière Mme Simone Veil, qui totalise 54 points, contre 52 au mois de décembre. M. Mitterrand arrive toujours en tête des personnalités de l'opposition avec 53 points, contre 50 en décembre. M. Chirac perd 4 points : 35 au lieu de 39. 62 Français sur 100 font confiance à M. Giscard d'Estaing pour la défense des libertés, mais

sa politique sociale n'est approuvée que par 41 % d'entre eux : 44 % ne lui font pas confiance. Les résultats les plus marquants concernent la lutte contre la hausse des prix. Pour 29 % des personnes interrogées, l'action du gouvernement est efficace, et pour 66 % elle ne l'est pas. Les chiffres de décembre étaient respectivement de 11 % et de 73 %. On constate donc une sensible remontée d'optimisme. Mais, de la même manière, 39 % (contre 29 % en décembre) de Français pensent que l'action d'un gouvernement de gauche serait efficace 40 % (contre 44 % en décembre) pensent le contraire.



(Dessin de KONK.)

Le premier ministre confirme
qu'il prendra la tête de la campagne nationale
en vue des élections de 1978

M. Raymond Barre, à l'occasion de sa visite à Lyon, où il inaugure le 10 février l'hôtel de la communauté urbaine, a notamment déclaré, dans une interview que publie le Progrès de Lyon : « Du fait que je suis premier ministre, j'ai le chef de la majorité parlementaire et je suis donc officiellement, à ce titre, appelé à prendre la tête de la campagne nationale en vue des élections de 1978. Cette campagne est encore lointaine, et, pour le moment, vous comprendrez aisément que je continue à me consacrer entièrement à l'œuvre de redressement économique, qui est

la condition fondamentale du succès de la majorité parlementaire aux prochaines élections législatives. L'hebdomadaire Paris-Match publie, de son côté, une interview de M. Raymond Barre dans laquelle le premier ministre précise notamment : « J'ai été nommé premier ministre par le président de la République et, avec le gouvernement, je dispose, jusqu'à nouvel ordre, de la confiance de la majorité présidentielle. Si celle-ci venait à retirer sa confiance au gouvernement, j'irais, comme M. Pompidou en 1962, remettre immédiatement ma démission au président de la République. Il appartiendrait alors à celui-ci de rechercher la solution qui lui paraîtrait la meilleure pour le pays. Du bien, quant à la présidence de la République, estimera que l'œuvre que je devais accomplir est achevée, il me « relèverait », et, comme M. Debré, comme M. Pompidou, comme M. Chaban-Delmas, je me retirerais avec discrétion et dignité. »

M. Giscard d'Estaing doit offrir, vendredi 11 février, au déjeuner en l'honneur de M. Mario Chagall auquel il remettra les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur.

L'ARMOIRE-LIT
"EXCELSIOR"
S'ACHÈTE CHEZ
CAPELOU

Le chef du R.P.R. n'a pas pu, s'il est, s'empêcher d'acquiescer, dans ce même sens, à l'exercice personnel du pouvoir, que le chef de l'Etat a tenu de la Constitution. M. Giscard d'Estaing, mécontent, mais le bref communiste qui qu'il a publié pour le faire savoir prouvait que sa sérénité était feinte.

APRÈS LE DISCOURS DE PLOËRMEL

M. Mitterrand : M. Giscard d'Estaing essaie de sortir
d'une accumulation de contradictions

M. François Mitterrand, qui était mercredi 9 février invité de France-Inter, a notamment déclaré à propos du discours de M. Giscard d'Estaing à Plœrmel : « Ce discours ne fera pas date. Après tout, M. Giscard d'Estaing a dit, sur un autre ton, ce qu'il a souvent répété. C'est plutôt un discours qui marque une déviation, car un président de la République, à quatre ans du renouvellement de son mandat, d'un an des élections législatives, qui croit nécessaire de hausser le ton de cette façon, c'est bien parce qu'il se trouve acculé dans une situation dont il est le principal responsable. (...) »

M. Giscard d'Estaing essaie de sortir, par la voie et par le verbe, d'une accumulation de contradictions qui l'empêchent d'avancer. Hier, on avait vu, il paraît, le président de la République, à la gauche et à la droite. Il a tout fait à l'ordinaire de la droite. Ce n'est pas une situation confortable. Mais, s'il n'a pas fabriqué la situation de la gauche, il a fabriqué lui-même la situation de la droite. Bref, il paye ses erreurs. (...) »

L'actuelle Constitution est le fruit des amours légitimes entre le gauchisme et le camp d'extrême droite. C'est donc qui s'en réclament me font parfois sourire. Non, la Constitution n'est pas intangible, mais seule la volonté populaire peut la changer par les moyens requis à cet effet, de telle sorte que tant que la Constitution existe, eh bien ! moi je la respecte, et le président de la République, je suppose, devrait faire la même raisonnablement, parce que quand il dit : « Je suis le garant de la Constitution », cela veut dire aussi qu'il en est le gardien, cela veut dire que le gardien n'a pas pour mission essentielle de violer ce qu'il garde. (...) »

Nous sommes placés dans la situation hypothétique d'une majorité parlementaire différente de la majorité présidentielle. Forcément, ça ne peut pas aller comme ça. Le gouvernement aura pour mission d'écouter le programme sur lequel il aura été élu, comme le président de la République, est élu avant, sur un autre programme, naturellement cela fera un choc. C'est pourquoi je dis aussi que le gardien n'a pas pour mission essentielle de violer ce qu'il garde. (...) »

« EXERCICE PERSONNEL »
ET « EXERCICE SOLITAIRE »

M. Jacques Chirac a superbement déclaré mercredi, en fin de matinée, qu'il ne se sentait « pas du tout » concerné par les propos que le président de la République avait tenus la veille à Plœrmel, mais le bref communiste qui qu'il a publié pour le faire savoir prouvait que sa sérénité était feinte.

C'est une tactique : c'est un procédé. Je dirai même — un terme encore plus petit — c'est un truc. Mais moi, cela ne m'empêche pas. Le président de la République devra respecter la loi, tout autant que les autres, je dirai même : c'est lui qui, d'abord, doit la respecter. Moi je ne demande pas autre chose, j'ai le respect ? (...) »

Le président de la République ne peut plus justifier aujourd'hui son action après trois ans de mandat, et sept ans d'exercice comme responsable des finances et de l'économie française, qu'en parlant au futur. Naturellement, il ne peut pas parler au passé parce que tout le passé de sa gestion économique le condamne, comme elle condamne M. Chirac qui, dans son premier mandat, a été un premier ministre. Savez-vous quel est le plus sévère procureur à l'égard de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac ? C'est M. Barre. C'est le premier ministre actuel. Alors qu'on ne détourne pas notre attention avec des opérations bromatiques ! Au fond, M. Barre est chargé par M. Giscard d'Estaing de corriger les erreurs et les fautes de M. Giscard d'Estaing. C'est dire l'ampleur et les limites de sa mission. (...) »

Dans la pratique quotidienne de la politique, qu'on s'en rende compte ou non, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, ce n'est pas tout à fait la même chose, et pour s'en convaincre, il suffit de les écouter, à moins qu'on ne s'entende de quelques acteurs. Mais, vraiment, cela aussi c'est de la politique-fiction ! En vérité, il y a réalité, ambition, concurrence, intrigue, il y a même, je le crois, un certain nombre de gens qui ont fait le R.P.R. ? C'est l'U.D.R., l'U.D.R., elle, change de peau chaque fois. Combien de fois ont-ils changé de nom ? Les malheureux héritiers du général de Gaulle ! Ils ont tout le temps changé. Ils sont toujours obligés de repartir leur état civil, de prendre une fausse identité pour être reçus chez les hommes de gauche. (...) »

« Le ton de M. Marchais m'a déplu »

Le premier secrétaire du P.S. a également évoqué les relations au sein de la gauche. Il a notamment déclaré : « Tous les partis politiques de France ont intérêt à casser l'illusion du parti socialiste. (...) J'ai entendu Georges Marchais l'autre jour reprocher Gaston Defferre, qui ne le méritait pas, en disant : « Gaston Defferre propose France-Monde comme premier ministre. Les socialistes se partagent les portefeuilles et se partagent le monde. (...) » Cela avait un petit son désagréable. Se partager les portefeuilles, cela fait un peu mesquin. (...) »

M. LABBÉ : le R.P.R. n'a pas
de leçons à recevoir.

A l'issue du déjeuner offert, mercredi 9 février, à l'hôtel de Matignon, par M. Barre aux présidents des groupes parlementaires de la majorité, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a assuré que « seuls les problèmes de la prochaine session parlementaire, et notamment le projet relatif à la nouvelle taxe professionnelle » avaient été évoqués. Il a ajouté : « Un large tour d'horizon sur les problèmes économiques a permis de confirmer les premiers facteurs de réussite, tant psychologique que matérielle, du plan de redressement que le groupe du R.P.R. a soumis indécidablement dès l'origine. (...) »

M. Labbé a poursuivi : « Dans ce contexte, il ne semble pas que l'on puisse nier au R.P.R. une volonté affirmée de voir les institutions respectées dans leur lettre et dans leur esprit, et il ne semble pas que, sur ce point, ni sur la juste application des principes gaullistes, nous puissions recevoir des leçons ou des mises en garde. (...) »

Le ton de Georges Marchais était déplaisant, et il m'a déplu. On ne peut pas à la fois pratiquer l'accord et l'entente, et passer son temps à débiter sur les bons petits compagnots, sur l'amalgame. Il n'est pas tenu deux langages. Il m'arrive de me tromper, moi. (...) »

Si la gauche l'emporte, aux élections municipales comme aux élections générales, ce sera grâce aux progrès socialistes. Cela est une évidence, puisque dans nos nos partenaires restent stationnaires et que c'est nous qui progressons. Cette victoire hypothétique de la gauche, qu'il s'agit maintenant de consolider dans la réalité, supposera au parti socialiste des responsabilités particulières. Nous les espérons en offrant à nos partenaires une certaine stabilité. Nous n'aurons pas sans nous d'accord avec nos conseils ministériels. Cela doit-il se traduire par des marchés que, d'une certaine façon, deviendront les marchés de la gauche ? (...) »

LE PROJET ÉDUCATIF DU P.S.

Les jeunes socialistes veulent développer
la démocratie scolaire

Le Mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.) a réuni, samedi 5 février, à Cligny (Hauts-de-Seine), son premier colloque national depuis la convention de Lille de décembre 1973, qui avait suivi la reprise en main du mouvement par la majorité du parti favorable à M. François Mitterrand.

Au cours de ce colloque consacré à l'éducation, les jeunes socialistes ont fait des propositions sur la démocratie scolaire, qu'ils souhaitent voir figurer dans le projet éducatif de leur parti en cours de discussion. Le M.J.S. préconise l'instauration d'un « contrôle lycéen » donnant dans les conseils d'administration la parole aux élèves, et la diminution des horaires de cours. Ce droit d'expression est aussi revendiqué pour les lycéens mais que le droit d'association.

Les jeunes socialistes demandent, en outre, la présence avec voix délibérative aux conseils de classe du personnel d'orientation et des psychologues scolaires. Le rôle des parents d'élèves et des délégués de classe sera accru et on confiera la présidence à un enseignant. Le M.J.S. estime enfin que les lycéens pourront collaborer à l'élaboration des programmes qui ne seront plus imposés et permettront d'autres formes d'études : contre-cours, réunions de plusieurs classes pour discuter d'un même projet.

Au cours de ce colloque, les jeunes socialistes ont d'autre part mis au point des revendications immédiates consacrées aux collèges d'enseignement technique (C.E.T.) et aux lycées. Elles seront transmises au Mouvement de la jeunesse communiste de France pour discussion. Le M.J.S., qui affirme

LE P.C. RÉCLAME LA DÉMISSION
DE M. BAUMEI

M. Michel Duffour, membre suppléant du comité central du parti communiste, a évoqué mardi 8 février, l'inculpation de Mme Louise Baumei pour omission dans ses déclarations fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés (Le Monde du 8 février). Mme Louise Baumei est l'épouse de M. Jacques Baumei (R.P.R.), président du conseil général des Hauts-de-Seine, député et maire de Rueil-Malmaison. M. Duffour a déclaré que cette inculpation « n'est pas un simple fait divers ». « Elle constitue, a-t-il ajouté, une illustration supplémentaire des méthodes politiques de personnes qui confondent les intérêts publics et leurs propres intérêts. (...) »

La fédération des Hauts-de-Seine du P.C.F. a, pour sa part, estimé que « un tel scandale déqualifie M. Baumei de ses fonctions de maire de Rueil et de président du conseil général du département ». « Il doit, ajoute-t-elle, en tirer la conclusion logique : démissionner. (...) »

M. MARCHAIS : le visage de
la vieille droite.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré mercredi 9 février : « Deux raisons expliquent l'attaque violente — à l'égard de M. Giscard d'Estaing — à l'égard du parti communiste français. La première raison, c'est notre opposition résolue au plan d'austérité Giscard-Barre-Chirac. (...) La deuxième raison, c'est, me semble-t-il, le fait que nous avons dévoilé et combattu la manœuvre Giscard-Chirac visant à accroître l'idée qu'il y avait des dissensions dans la majorité et cela naturellement avec l'objectif de retarder ceux qui sont mécontents de la politique du pouvoir, de les empêcher de rejoindre la gauche unie. (...) »

Au fond, des millions de Français et de Françaises, en regardant et en écoutant le président de la République, ont vu comme moi son véritable visage : le visage de cette vieille droite réactionnaire, autoritaire, conservatrice et réactionnaire. M. Giscard d'Estaing a parlé avec arrogance, d'où la violence dans le ton et le langage.

Nous ne demandons que deux choses : d'une part le respect du suffrage universel ; et d'autre part le respect de la Constitution. Nous avons combattu cette Constitution avec laquelle nous n'étions pas d'accord, mais puisque la majorité du peuple français l'a approuvée, nous la respectons. Nous demandons que le président en fasse de même. (...) »

M. J.S., 15, rue de Valenciennes, 75001 Paris, tél. 55-40-72.

Sauvez la douceur.

Silk Cut
the mild cigarette

GALLAHUE LONDON - BELFAST

L'ARMOIRE-LIT
"EXCELSIOR"
S'ACHÈTE CHEZ
CAPELOU

TRAITEE ENTIEREMENT EN LATÉX
AVEC TABLETTE MINÉRIEUSE
AVEC MATELAS A RESSORTS OU
LATEX
Couchage 16, 20, 24 et 30 ans.
ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES
matelas, literie, table, etc.
Séjournez de suite à
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 12^e M. Metro Parmentier
Tél. 357.46.55

A LA SEIGNEURIE
74-78, avenue de Paris VERSAILLES
Bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h. Tél. 981.12.07
Cerv. 30, rue Chaudron 75001 PARIS

Sauvez la douceur.

Silk Cut
the mild cigarette

GALLAHUE LONDON - BELFAST

LILLE : un maire et des industriels qui se ménagent mutuellement

ajoute un argument politique

De notre correspondant

he à mettre fin à l'accord

« sociaux-libéraux »
« occuper le terrain »
« gauche »

Changement de climat
l'opinion s'assendement par trois
biennés.

Les antagonistes représentent une
nouvelle génération politique, et, en
conséquence, le contacte entre
gaullistes et socialistes tend à
s'estomper. Si M. Augustin Laurent
est parvenu à recueillir le général
de Gaulle en avril 1965, M. Pierre
Mauroy a accueilli M. Giscard d'Estaing
en décembre dernier, geste qui
a contribué à la popularité du maître
et qui a été ressenti comme un handicap
doux par M. Séguin et ses partisans. La volonté de « désacraliser »
le président de la République
par la « désinstitutionnalisation de nouveaux
rapports ».

En second lieu, depuis la mise
en place, en janvier 1974, des institutions
régionales, M. Pierre Mauroy,

« Ici, l'oppositi-

Ce n'est pourtant pas tellement sur la présence du P.C.F. que la secrétaire d'État axe une campagne dont il a eu du mal à dégager les thèmes. M. Séguin ne se prive pas, bien sûr, de brandir de temps à autre l'épouvantail communiste, mais il concentre l'essentiel de ses attaques sur la gestion du maire sortant. « Ici, l'opposition, c'est moi », explique-t-il en développant des arguments qui en d'autres lieux, sont souvent brandis sur la gauche (« le maintien d'un habitat populaire dans les vieux quartiers, le respect du cadre de vie, etc.).

tion de M. Chirac, mais c'était pour l'est bien sûr machine en arrière : il ne s'est pas engagé dans l'aventure du P.R. et ne s'est pas vraiment marqué comme giscardien. Sa seule référence politique est M. Raymond Barrès. Cette position originale sinon ambiguë peut théoriquement lui assurer une position d'arbitrage à la tête d'une majorité qui, dans la région, souffre de ne pas avoir un interlocuteur commun à opposer à M. Mauroy. Mais elle a créé une gêne entre lui et les gaullistes, qui ne seraient pas disposés à lui assurer définitivement un rôle de chef de

En définitive, le danger le plus immédiat pour M. Mauroy est d'être étouffé par deux listes qui viennent troubler le jeu dans la capitale. D'une part, une liste écologiste, qui, sur les thèmes qu'elle défend, oppose, handicapé surtout la municipalité sortante. D'autre part, une liste d'extrême gauche composée par des trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière, et des membres de l'Organe d'initiation communiste des travailleurs (O.C.T.). Cette liste pourrait séduire certains membres d'habitats troubles de leur voir une opportunité de se débarrasser d'habitants avec d'anciens indépendants dénoncés, il y a encore une semaine, comme des adversaires.

THIERRY PEISTER.

Le personnel de Lip compte deux représentants : M. Michel Garcin, secrétaire général de l'CGEM (Compagnie européenne d'horlogerie et de mécanique) maintenu dans ses fonctions par les syndicats, et un employé licencié, M. Bernard Gardot. Ce dernier est, avec le docteur Magnin, — homonyme du chef de file de la liste constituée par les R.I., le R.P.R. et les centristes de la majorité — l'un des deux membres du P.S.U. figurant sur la liste de gauche.

Il convient de préciser, à propos de la participation du P.S.U. à cette liste, que cette formation militait depuis plusieurs années pour la création d'une liste d'union de toute la gauche et qu'elle n'avait envisagé de créer une liste distincte que pour le cas où le Rassemblement n'aurait pas fait au sein de l'opposition.

M. Bernard Londe, secrétaire de la fédération départementale du P.S.U., nous demande de préciser, en ce qui concerne les discussions menées par le P.S.U. à Besançon dans cette perspective (*Le Monde* du 5 février) l'ont été non pas avec l'extrême gauche, comme nous l'avons écrit, mais avec des « courants socialistes autogestionnaires ».

CLAUDE FABER

LOIRE

SAINT-CHAMOND. — 2. Antoine Pinay ne sollicitera pas le renouvellement de ses fonctions de maire qu'il assumait depuis 1928. L'ancien président du conseil ne se présente pas à la prochaine présentation de la liste de la municipalité sortante. Intitulée « Liste républicaine d'action communale » et se voulant épigone de la liste de 1928, le premier adjoint actuel, M. Henri Gidrol, et comportera dix-sept conseillers sortants et seize candidats nouveaux. Sa moyenne d'âge est de 52 ans. Le maire sortant, M. Maurice Buisson, est « jeune, vaillant, hardi, audace », « Homogène et bien soudé » elle bénéficie de l'appui total de M. Pinay, a indiqué M. Gidrol qui a ajouté : « L'indépendance d'esprit et d'action du président Pinay y tient comme nous y tenons. » — (Corresp.)

VAUCLUSE
Aygüron. — Un accord est intervenu pour la constitution d'une commission de synthèse. Conduite par le maire socialiste sortant, M. Henri Duffaut, député, cette liste comprendra 18 socialistes, 11 communistes, 3 radicaux, 2 membres de la jeunesse démocratique par le P.S., 1 par la P.C. et 4 conseillers communistes sortants qui ont rejoint l'union de la gauche, parmi lesquels l'ancien conseiller municipal de la commune, M. André Bouché, du Centre démocratique et actuel premier adjoint au maire, M. Nomesda. Parmi les dix-huit représentants du P.S. figurent deux conseillers quinquennaux : le directeur national chargé des affaires culturelles, qui compense, en cas de succès, le poste d'adjoint à la culture. Les communistes ont obtenu également quinze sièges. L'accord réalisé ne leur donne pas la « minorité de blocage » qui est de treize sièges. Avec leurs vingt sièges (dix-huit plus deux) les socialistes ont obtenu la majorité absolue. (Corresp. rip.)

LE C.D.S.
SOUHAITE UN RENFORCEMENT
DE LA DÉMOCRATIE LOCALE

Le Centre des démocrates-socialistes, que présida M. Jean Leca, a rendu public, mercredi 9 février, son manifeste municipal. Intitulé « Choisir une nouvelle fois la démocratie en 1977 », ce document propose les moyens de « renforcer la démocratie locale ». Vingt suggestions sont énoncées qui visent :

— A renforcer le pouvoir des

citoyens et à mieux les insérer dans leur cadre de vie : en sachant lire, écrire, compter, utiliser les transports et les équipements, en encourageant la vie associative, en consultant les habitants sur les grands projets, les décisions de la gestion locale, etc. ;

2. Favoriser l'autonomie locale : « La commune ne s'oppose pas à l'État, déclare le manifeste, mais leur complémentarité sera d'autant plus efficace que les pouvoirs de la commune seront accrus » ;

3. Favoriser l'emploi : « L'emploi manuel sera favorisé » ;

4. Favoriser par des moyens administratifs et financiers le pouvoir des citoyens et l'autonomie locale : « L'État devra imposer notamment : une fiscalité qui permette aux communes et aux départements de percevoir au minimum 25 % des ressources fiscales ; une loi d'élire, par le double quai ce qu'elles exercent actuellement » ;

5. Multiplier l'établissement de contrats de pays et de contrats de villes moyennes, d'industrialisation rurale et de développement de l'arrière-pays ;

6. Favoriser l'habitat rural ;

7. Favoriser l'habitat individuel ;

8. Favoriser l'habitat collectif ;

9. Favoriser l'habitat individuel ;

10. Favoriser l'habitat individuel ;

11. Favoriser l'habitat individuel ;

12. Favoriser l'habitat individuel ;

13. Favoriser l'habitat individuel ;

14. Favoriser l'habitat individuel ;

15. Favoriser l'habitat individuel ;

16. Favoriser l'habitat individuel ;

17. Favoriser l'habitat individuel ;

18. Favoriser l'habitat individuel ;

19. Favoriser l'habitat individuel ;

20. Favoriser l'habitat individuel ;

21. Favoriser l'habitat individuel ;

22. Favoriser l'habitat individuel ;

23. Favoriser l'habitat individuel ;

24. Favoriser l'habitat individuel ;

25. Favoriser l'habitat individuel ;

26. Favoriser l'habitat individuel ;

27. Favoriser l'habitat individuel ;

28. Favoriser l'habitat individuel ;

29. Favoriser l'habitat individuel ;

30. Favoriser l'habitat individuel ;

31. Favoriser l'habitat individuel ;

32. Favoriser l'habitat individuel ;

33. Favoriser l'habitat individuel ;

34. Favoriser l'habitat individuel ;

35. Favoriser l'habitat individuel ;

36. Favoriser l'habitat individuel ;

37. Favoriser l'habitat individuel ;

38. Favoriser l'habitat individuel ;

39. Favoriser l'habitat individuel ;

40. Favoriser l'habitat individuel ;

41. Favoriser l'habitat individuel ;

42. Favoriser l'habitat individuel ;

43. Favoriser l'habitat individuel ;

44. Favoriser l'habitat individuel ;

45. Favoriser l'habitat individuel ;

46. Favoriser l'habitat individuel ;

47. Favoriser l'habitat individuel ;

48. Favoriser l'habitat individuel ;

49. Favoriser l'habitat individuel ;

50. Favoriser l'habitat individuel ;

51. Favoriser l'habitat individuel ;

52. Favoriser l'habitat individuel ;

53. Favoriser l'habitat individuel ;

54. Favoriser l'habitat individuel ;

55. Favoriser l'habitat individuel ;

56. Favoriser l'habitat individuel ;

57. Favoriser l'habitat individuel ;

58. Favoriser l'habitat individuel ;

59. Favoriser l'habitat individuel ;

60. Favoriser l'habitat individuel ;

61. Favoriser l'habitat individuel ;

62. Favoriser l'habitat individuel ;

63. Favoriser l'habitat individuel ;

64. Favoriser l'habitat individuel ;

65. Favoriser l'habitat individuel ;

66. Favoriser l'habitat individuel ;

67. Favoriser l'habitat individuel ;

68. Favoriser l'habitat individuel ;

69. Favoriser l'habitat individuel ;

70. Favoriser l'habitat individuel ;

71. Favoriser l'habitat individuel ;

72. Favoriser l'habitat individuel ;

73. Favoriser l'habitat individuel ;

74. Favoriser l'habitat individuel ;

75. Favoriser l'habitat individuel ;

76. Favoriser l'habitat individuel ;

77. Favoriser l'habitat individuel ;

78. Favoriser l'habitat individuel ;

79. Favoriser l'habitat individuel ;

80. Favoriser l'habitat individuel ;

81. Favoriser l'habitat individuel ;

82. Favoriser l'habitat individuel ;

83. Favoriser l'habitat individuel ;

84. Favoriser l'habitat individuel ;

85. Favoriser l'habitat individuel ;

86. Favoriser l'habitat individuel ;

87. Favoriser l'habitat individuel ;

88. Favoriser l'habitat individuel ;

89. Favoriser l'habitat individuel ;

90. Favoriser l'habitat individuel ;

91. Favoriser l'habitat individuel ;

92. Favoriser l'habitat individuel ;

93. Favoriser l'habitat individuel ;

94. Favoriser l'habitat individuel ;

95. Favoriser l'habitat individuel ;

96. Favoriser l'habitat individuel ;

97. Favoriser l'habitat individuel ;

98. Favoriser l'habitat individuel ;

99. Favoriser l'habitat individuel ;

100. Favoriser l'habitat individuel ;

VAUCLUSE
Aygüron. — Un accord est intervenu pour la constitution d'une commission de synthèse. Conduite par le maire socialiste sortant, M. Henri Duffaut, député, cette liste comprendra 18 socialistes, 11 communistes, 3 radicaux, 2 membres de la jeunesse démocratique par le P.S., 1 par la P.C. et 4 conseillers communistes sortants qui ont rejoint l'union de la gauche, parmi lesquels l'ancien conseiller municipal de la commune, M. André Bouché, du Centre démocratique et actuel premier adjoint au maire, M. Nomesda. Parmi les dix-huit représentants du P.S. figurent deux conseillers quinquennaux : le directeur national chargé des affaires culturelles, qui compense, en cas de succès, le poste d'adjoint à la culture. Les communistes ont obtenu également quinze sièges. L'accord réalisé ne leur donne pas la « minorité de blocage » qui est de treize sièges. Avec leurs vingt sièges (dix-huit plus deux) les socialistes ont obtenu la majorité absolue. (Corresp. rip.)

GUADELOUPE : les communistes maintiendront-ils leur supériorité ?

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — La Guadeloupe est une vieille terre de révoltes et de conflits avec le pouvoir. Un peu plus soumise qu'au XIX^e siècle, elle a connu des départements d'occupation, des répressions y ont pris un tour tragique, de moins dans la période contemporaine, mais le maintien de l'ordre y était la principale préoccupation des représentants du pouvoir central, où chaque campagne meurtrière faisait le bilan d'un régime d'oppression sur l'avenir immédiat et le pays de l'île, où le moindre incident pouvait évoluer au drame quand l'État donnait par prétérîte à quelques individus la possibilité d'un régime extralégal.

défenseur de la loi qui transformait les quatre colonies en départements français. Parallèlement à ses fonctions officielles, il fut aussi un homme politique et un journaliste. Il fut élu député de la Seine par le peuple et au prix de convulsions physiques graves — il évolua peu à peu vers l'autonomisme. A l'heure actuelle, il milite activement pour la « démocratie », la « démocratie sociale », la « République et populaire », l'impliquant finalement dans la rupture avec la République française. La notion d'indépendance lui paraît cependant essentielle. Ses idées sont, comme les autres, contradictoires, quels problèmes. Le « document » adopté en novembre 1976 par son VI^e congrès stipule que : « l'indépendance n'est pas une fin en soi, elle est un moyen au service du peuple guadeloupéen et qu'un tel mot d'ordre est de nature à faire reculer le mouvement anticolonialiste ». En fait, les communistes de Guadeloupe peuvent « envisager des actions communes contre les colonialistes français contre les colonialistes américains ». Cette condition néanmoins que les « positions » de ceux-ci ne soient « dictées ni par l'anticommunisme, ni par l'anticolonialisme, ni l'impérialisme, ni par le racisme ». La complexité de ces lignes traduit en fait la lutte de tendances qui oppose, au sein du P.C. de Guadeloupe, le courant de l'indépendance, le courant de l'indépendance modérée, étranger

De notre é

à toute idée radicale, acquiescent ou prou au système actuel, et d'autre part, leurs « ennemis », les « communistes » (terme) les plus durs, plus entreprenants et surtout plus soucieux de ne pas se couper des idées de l'extrême gauche.

Le traité du P.C.G. est, en outre, sur place, une très forte implantation et quelques fiels apparemment à toute épreuve.

Des maires communistes président aux destinées des communes du département de M. Jérôme Cléry à Basses-Terre, le chef-lieu ; M. Henri Bangou à Pointe-à-Pître, la véritable « capitale ».

Il avait aussi, au nombre des fiefdoms communistes, et jusqu'à une date récente, une ville de quelque vingt mille habitants : Capestrot-de-Gradeloup, dont le maire était M. Paul Lécavé, ancien député de la deuxième circonscription. Le décès de M. Lécavé, le 3 décembre dernier, a entraîné la démission de son fils, et le dévouement de la présente campagne électorale, mais il omettait peut-être aussi les résultats d'un sondage le montrant dans l'entourage du général dans l'équilibre des forces.

Rares étaient les partisans de M. Rostan Girard demeurés dans les rangs du parti. Paul Lacavé, sans être véritablement l'un d'eux, s'était toujours employé à demeurer l'homme du dialogue entre les deux camps. Le fait que peu de temps après sa disparition, son plus proche collaborateur se trouve proche — après des débats internes, fort houleux — à quitter le parti n'est certainement pas sans lien avec ce passé.

La rupture entre M. Delacour et les communistes vient ainsi

avoir des conséquences à plus long terme. En premier lieu, parce qu'il est difficile, outre-mesure, de rompre avec l'opposition sans rompre avec le régime. Ensuite, parce qu'il est difficile de faire évoluer et d'adopter une certaine manière, sans se retrouver « adopté » par la majorité, et surtout par ceux dont l'objectif essentiel est d'automatiser le capital électoral de la gauche. Aussi l'administration suit-elle d'un regard fort intéressé l'évolution de l'affaire. Et il est peu probable qu'une liste de la majorité un tant soit peu équilibrée, opposée à la gauche, soit émise. On peut donc dire en toute confiance que la gauche n'est pas en danger.

de la Souffrière qui lui a fait vivre, depuis près d'un an, d'abord des conditions physiques sans doute difficiles, mais ensuite des conditions de vie économique et sociale extravagantes. Par deux fois, près de soixante-dix mille personnes ont été évacuées d'une partie de l'île vers l'autre. Par deux fois pour rien.

Les conditions relativement bonnes dans lesquelles se sont déroulées ces migrations et l'incapacité des services sociaux auxquelles elles ont donné lieu ont fait que l'administration semble avoir tiré de l'affaire avec les

[illegible]

colministe ». Toutefois, le même texte précise que les communistes de Grenoble neurent d'opposition des actions communes contre le colonialisme français avec les porteurs de l'indépendance » à condition néanmoins que les communistes ne soient pas « considérés comme des dictées ni par l'anticommunisme, ni par les services psychologiques de l'impérialisme, ni par les autres ennemis ». Ces quelques lignes traduisent en fait la lutte de tendances qui oppose, au sein du P.C.G., d'une part, les élus et les anciens modérés, d'une autre

Il y avait aussi, au nombre des fidèles communistes, et jusqu'à la fin de la guerre, une élite de quelque vingt mille habitants : Capeste de Guadeloupe, dont le maire était M. Paul Lacavé, et qui fut la première à voter la circonscription. Le décès de M. Lacavé, le 3 décembre 1951, a non seulement marqué un tournant dans la vie politique de la région, mais la campagne électorale, mais il coïncide peut-être aussi — les résultats du 13 mars le montrent — avec le début d'une évolution dans l'équilibre des forces.

Une faille

exprimée (*Le Monde* du 3 février).

Cette affaire va au-delà de la situation locale, elle est le résultat de raisons. La première tient à l'histoire même du parti communiste, l'autre à la situation politique générale en Guadeloupe.

La rupture du principal collaborateur de Paul Lacavé, avec la formation d'un comité d'initiative de plusieurs dizaines d'années n'est pas due uniquement à des causes circonstancielles. Ce qui rassemble ces hommes, c'est une longue et très ancienne faille du parti communiste guadeloupéen. Une faille datant des années 50 et de ce que l'on nomme « la affaire des fondateurs du P.C.G., député de l'île de 1946 à 1958, ancien conseiller général et maire du Moule, qui fut le leader incontesté de l'opposition guadeloupéenne à l'indépendance, mais qui se trouva dans des circonstances quelque peu dramatiques, en raison notamment d'un désaccord stratégique (2).

ment survenu à Capesteire : la modification possible de l'équation de la détermination de la circonscription. En 1973, M. Jalton avait enlevé son siège de député à M. Lescarot, ce qui traduisait une détermination de la circonscription vers la droite. En effet, le nouveau sén. s'était présenté comme étant fondamentalement à gauche, mais le ministre de l'Intérieur nomme les députés majoritaires. Le passage de Capesteire dans le camp modéré a entraîné une détermination de la circonscription vers la gauche. Au point d'ailleurs que, la troisième fois, M. Jalton pourrait bien y découvrir une menace pour son siège, puisqu'il est désormais élué dans une circonscription à gauche. Les arrangements de la gauche avec l'Assemblée nationale. Le député de la dixième circonscription ne peut pas laisser évoluer son électorat dans une direction qui pourrait être défavorable, d'autant plus que la gauche a des intérêts idéologiques, des relations avec des ministères, des relations avec des députés, des députés qui existent actuellement. Choisirait-il de renverser son électorat à droite ou à gauche ?

Quand se présentera l'occasion législative ? C'est une des questions que la démission de M. Desrochers amène à se poser.

Enfin, Capesteire n'est qu'un village. Il n'est pas d'autant plus communisme grandiloquent.

Certes, M. Bangou n'est guère menacé à Pointe-à-Pitre. Dans cette ville, comme à Basse-Terre, la majorité est à gauche.

Le ministre a débuté du mois de février. Elle n'avait toujours pas désigné ses chefs de file. En revanche, d'autres municipalités

semer. A Sainte-Anne, M. Théron s'est senti inquiété à un de ses passages. « M. Labat, candidat à l'environ qu'on lui prête de se porter candidat. De plus, il est vraisemblable que se présente un autre candidat », a-t-il dit. Le candidat à l'environ est le Capitaine gaulois, qui lors des élections cantonales de mars 1976 avait battu (de justesse), il est à noter, le candidat communiste. M. Labat, le destinataire d'attention de Sainte-Anne.

Surtout, le difficile problème que pose aux communistes gaulois est le cas de Capécure les Bas. Les élections municipales, la grande offensive qu'ils seraient souhaités mener, la majorité est évidemment de tirer profit de ces élections. Elle le fera d'autant plus volontiers qu'elle n'a pas à affronter la concurrence d'un adversaire qui oppose R. I. et gaulois au lendemain de l'élection présidentielle semble apaisée, on ne peut pas dire qu'elle se désolait d'apparaître avoir conservé la position dominante au sein des groupes gouvernementaux. Le climat social n'est pas trop favorable à la mise en œuvre de ces actions tricolores. « Chloroformés », disent les responsables républicains. Les efforts militants des candidats tricolores sont donc jugés tristes par les candidats tris politiques et tris sociaux. L'Union des travailleurs gaulois et l'Union des travailleurs agricoles dans lesquels se retrouvent des partisans de la tricolore.

En fait, on calme, trompeur ou non, sient pour une bonne part à une cause non pas politique mais ethnologique. Le Gauloisisme - se

[illegible]

NOEL-JEAN BERGEROUX

(1) Ce sont MM. MAMM, JACQUES IDEAS (app. P.C.), FRÉDÉRIQUE LALAN (app. P.C.), JACQUES LALAN (app. P.C.), JACQUES LALAN (app. P.C.), députés; Marcel GARGIER (app. P.C.), et ANDRÉE VALON (app. P.C.).

(2) Ce dénoûement stérilisé était en fait le résultat de l'attentat de la P.C. au sein d'un front commun dirigé par le P.C. et le P.C. Le P.C. ne faisait pas d'analyse sur deux orientations : d'une part, la lutte révolutionnaire n'était plus possible dans le contexte actuel, d'autre part, la décolonisation n'était plus possible. Le P.C. avait donc décidé de se retirer à l'Assemblée. Il convenait donc, selon lui, d'ouvrir les rangs autonomes du P.C. à des éléments non communistes, non révolutionnaires. La rupture a eu lieu en 1968 lors d'une réunion à Paris. Le P.C. a depuis lors continué d'exister jusqu'à ce que la P.C. demande ses représentants de se retirer.

**Tendances
françaises**



MONDIALE

prise

destination rapprochée. Les choix se portent sur des modes d'hébergement plus économiques. La durée de leurs séjours se situe autour de 10 jours. La hausse du prix de l'essence ne semble pas avoir freiné l'utilisation de l'automobile pour les déplacements. En Yougoslavie, en Grèce et en Turquie, la part des arrivées par la route a augmenté respectivement de 4, 8 et 12 %.

« montent » :

Turquie

croissent de 7,7 %, alors qu'ils avaient diminué de 12 % en 1976. Dans tous les pays, le nombre de visiteurs étrangers a augmenté. La Grèce et la Turquie, qui connaissent les plus fortes augmentations de touristes étrangers en 1976, soit respectivement 47,7 % (Turquie) et 38,8 % (Grèce). La Grèce a notamment accueilli à l'arrivée aux frontières 114 % d'Italiens, 73 % de Français et 70 % d'Allemands. En Turquie, les arrivées de touristes italiens ont augmenté de 88 %, les Français de 78 % et les Britanniques de 70 %.

La durée moyenne de séjour par établissement d'hébergement (rapport entre le nombre des arrivées et celui des départs) a augmenté en France (10 jours), en Espagne (9,5 jours) et au Portugal (10,5 jours). Une autre tendance a été observée en Italie (14 jours) et en Suisse (14,5 jours) et aux Pays-Bas (13,5 jours). La durée moyenne de séjour dans le pays a augmenté en France (10,5 jours), au Portugal (10,5 jours) et en Espagne (9,5 jours). Une autre tendance a été observée en Italie (14 jours) et en Suisse (14,5 jours) et aux Pays-Bas (13,5 jours).

en baisse

les arrivées de touristes étrangers ont diminué de 12 % en 1976.

Deux millions de touristes étrangers ont visité la France en 1976. Par rapport à 1975, la progression est de 10,5 % (contre 10,5 % en 1975). Les arrivées de touristes étrangers ont diminué de 12 % en 1976.

Les arrivées de touristes étrangers ont diminué de 12 % en 1976.

depuis qu'en 1975

Les arrivées de touristes étrangers ont diminué de 12 % en 1976.

Les arrivées de touristes étrangers ont diminué de 12 % en 1976.

DU TOURISME ET DES VOYAGES

< Tendances > françaises

Un Français sur deux ne jure pas le steak-frites et le vin lorsque revient d'un voyage. Qu'aiment-ils, n'aiment-ils pas ? S'il est de répondre à ces questions, la plupart des statistiques ne nous donnent pas nos compatriotes. L'enquête menée par l'Association française des tours-opérateurs (CETO), et qui portait sur le voyage en 1975-1976, permet cependant de dégager une « tendance ».

Le voyage moyen-courrier représentait 84 % des voyages réalisés. Les destinations les plus demandées, l'Espagne (36,7 %), l'Italie (23 %), les Baléares (19 %), les Canaries, le Maroc pour la péninsule. Viennent ensuite, les pays du Maghreb (Tunisie : 20 %; Maroc : 19,85 %).

10,8 %; Algérie : 1 %, puis la Grèce (7,5 %). Les ventes, en dépit d'une progression de + 85 % par rapport aux précédentes, on ne sait pas si les Français se sont en fait par des propres moyens. L'Italie (3,6 %); l'Égypte (1,6 %); la Yougoslavie (1,2 %); les Indes (1,2 %); le Proche-Orient (2,6 %).

Pour ce qui concerne les long-courriers, sur les destinations interrogées, ont été : l'Amérique (22,52 %); l'Asie-Orient (11 %); l'Australie (5,8 %); la Polynésie (1,95 %). Les États-Unis et le Canada, totalisent, pour leur part, 34,17 % des séjours. L'étude du CETO sur le voyage moyen-courrier représentait 84 % des voyages réalisés.

Les dix jours

■ VENDREDI 11 FÉVRIER :

11 h. 30 : Inauguration de l'Assemblée Méditerranéenne d'Etat du tourisme. — 13 h. : Déjeuner de tourisme (ADONET) l'honneur du Prix du tourisme. — 15 h. 30 : Table ronde organisée par l'Association France-Italie, sur les problèmes du tourisme.

■ LUNDI 14 :

9 h. : Assemblée générale de l'Association professionnelle de guides touristiques (A.P.G.). — 14 h. : Assemblée générale du Syndicat national des agents de voyages (S.N.A.V.). — 15 h. : Séance amicale du Syndicat national des agents de voyages (S.N.A.V.).

■ MARDI 15 :

10 h. : Journée-débat « Le congrès et la municipalité ».

■ MERCREDI 16 :

10 h. : Journée-débat « Le voyage et l'entreprise ». Réunion des délégués régionaux et étrangers du conseil d'Etat au tourisme. — 11 h. : Visite de

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée Méditerranéenne.

■ JEUDI 17 :

10 h. : Journée-débat « Les séjours professionnels ». Réunion des professionnels français et étrangers d'agences de voyages et de la Communauté économique européenne (C.E.E.).

■ VENDREDI 18 :

10 h. : Journée-débat « Congrès et tourisme ». Réunion des professionnels français et étrangers d'agences de voyages et de la Communauté économique européenne (C.E.E.). — 11 h. : Déjeuner de la Fédération française des techniciens supérieurs du tourisme. — Réunion des professionnels français d'agences de voyages et de la Communauté économique européenne (C.E.E.).

Chez les exposants

■ SAMEDI 19 :

14 h. 30 : Jeu-spectacle « Les 1001 questions » par la municipalité de la promotion des DOM-TOM.

■ MARDI 20 :

10 h. : Conférence de presse de la municipalité de la promotion des DOM-TOM.

■ MERCREDI 21 :

10 h. 30 : Colloque « Les jeunes et le voyage » organisé par Voyage-Conseil.

■ JEUDI 22 :

14 h. 30 : Colloque « Municipalité et tourisme » organisé par Voyage-Conseil.

■ SAMEDI 23 :

10 h. 30 : Jeu-spectacle « Le Pacifique » organisé par la municipalité de la promotion des DOM-TOM.

OU, QUAND, COMMENT ?

La deuxième semaine mondiale du tourisme et des voyages est ouverte au public du vendredi 11 au dimanche 20 février, tous les jours de 10 heures à 18 heures. PRIX D'ENTRÉE : 10 F. tant réduit sur présentation de la carte verte et de la carte famille nombreuse. PARKING : mille cinq cents places (Centre international de Paris - Porte Maillot). METRO : Porte Maillot. AUTOSBUS : 72, 81, 82, P.C. S.N.C.F. : station Porte-Maillot. La zone professionnelle du cinquante-neufième niveau est ouverte du 14 au 18 février, de 11 heures à 18 heures (Accueil professionnel, niveau 6).

Salon Méditerranéen du Tourisme des Croisières et des Provinces

organisé dans le cadre de Promo Loisirs du 18 au 28 mars Marseille.Parc Chanot

Renseignements : FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE 13288 Marseille Cedex 2 Tél. 091 54.16.80 Téléc 410021 F



le monde entier vous accueille à la

2^e semaine mondiale du tourisme et des voyages

au Centre International de Paris - Porte Maillot

11-20 FÉVRIER 1977

Soleil, ciel pur, sable doré, paysages nouveaux, partir... Vous en rêvez toute l'année.

Il ne tient qu'à vous que ce rêve devienne réalité.

Venez consulter les 100 spécialistes et les

70 Offices Nationaux et régionaux de

Tourisme réunis pour vous au Centre

International de Paris - Porte Maillot.

Ils ont mille et une suggestions à vous offrir

concernant la France, bien sûr, mais aussi

le monde entier. Toutes les formules de

voyages, croisières, circuits, séjours : vous

pouvez tout leur demander. C'est leur métier.

Ils sont à votre service. Profitez-en !

Possibilité de réservation et d'inscription sur place.

Festival du Film de Tourisme : deux salles de projections permanentes.

Toute profession rassemblée à votre service.

Chants et danses folkloriques. Concours dotés de nombreux prix (voyages et séjours).

Centre International de Paris Porte Maillot

Métro : Ligne n° 1 (Porte Maillot) Autobus : 73 - 82 - 43 - PC SNCF : Petite Ceinture (Porte Maillot)

Du 11 au 20 Février 1977

Tous les jours de 11 h à 18 h

Entrée : 10 F

Prix réduit sur présentation de la carte verte.

Je m'intéresse à l'une des 3215 locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home en France.

Je m'intéresse à l'une des 1321 locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home en Espagne.

Je m'intéresse à l'une des 2904 locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home en Suisse.

Je m'intéresse à l'une des 1592 locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home en Italie.

Je m'intéresse à l'une des 1468 locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home en Autriche, en Allemagne, en Yougoslavie, en Angleterre, en Belgique, au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède, au Luxembourg.

Tracez simplement une croix dans le nom du pays dans lequel vous aimeriez passer vos prochaines vacances et envoyez-nous cette carte pour nous indiquer vos nom et adresse. Vous recevrez alors, gratuitement et sans aucun engagement pour vous, le guide de Swiss Chalets-Inter Home. Il contient, sur 436 pages, un choix de 10500 logements, tous soigneusement sélectionnés, décrits et contrôlés; vous en trouverez donc certainement un où vous vous sentirez chez vous.

Swiss Chalets-Inter Home S.A., 88, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 5557045

Nom :

Adresse :

Code postal, localité :

SWISS CHALETS-INTER HOME

vous dans toute l'Europe des logements de vacances.

On s'y sent chez soi tout en habitant ailleurs.

Dans votre agence de voyages, demandez exclusivement le guide de locations de vacances de Swiss Chalets-Inter Home.

«La nuit de l'iguane»
de Tennessee Williams

...Il fallait le faire
François CHALAIS
C'est du rire co
Colene GORDA
Location: Théâtre.

MICHEL COURNOT.
* 20 h. 30.

...Il fallait le faire
François CHALAIS
C'est du rire co
Colene GORDA
Location: Théâtre.

... rue Fontaine - Métro Blanche

GRAND DU RIRE

T

... de Marcel Barju

Il l'a fait Merci!...
France Soir du 28-1-77
asu-main."
ro. Le Monde du 2-2-77
82 34

« Je demande la parole », de Gleb Panfilov

En bref

Cinéma

● « SŒURS DE SANG », de Brian

de la prose autrement française, sans rien de saute à l'esprit après qu'on a vu le film.

Écrits *Collette* est dirigée par Inna Tchourikova. Ces scènes jouent avec une sorte de maîtrise du naturel qui force l'admiration. Elle est partie à Gleb Pavlov, qui l'avait déjà écrite dans *Le feu au ciel* pour les femmes (1988) et *Début 1973*, autres films consacrés à des « destinées féminines ». Les rôles principaux sont sans doute pour beaucoup dans la réussite de ce portrait d'une femme *soviétique* d'aujourd'hui, qu'il ne faut absolument connaître.

CARNETS DE L'AMATEUR SÉRIEUX

Cle DES COMMISSAIRES

gris, une teinte écaille, à la sanguine très légère et rehaussés blancs, qui serait l'un des rares dessins de J. Vermeer connus ; d'autres le donnent à *Estias* Bourse, ce qui est très modeste. Impossible de rien affirmer. On a parfois l'impression que les gens avaient tous dans ces pays un brayon à la main, qu'ils se dessinaient avec soin ou en riant sous une des autres, comme on se photographie aujourd'hui.

★ Le cabinet d'un amateur :
dessins flamands et hollandais (XVI^e
et XVII^e siècle) d'une collection
privée d'Amsterdam. 120 numéros,
catalogue par J. Chiffey. Institut
néerlandais, 118, rue de Lille (jus-
qu'en 8 1911).

Cinéma

Gnéma

Il n'est pas impossible d'être un maître d'Hitchcock pour observer ces films de son enfance du côté positif. On pense à *Vertigo* et à *Psychose*, et surtout dans

beaucoup aux sanglantes Hyde.

JEAN DE BARONCELLI.

Variétés

[illegible] **FLEUTER**

■ d'entrée : 20 ■

Locations : T.E.C., 92, rue J.-P. Timbaud 75011 Paris. ☎ 357-63-70 ■ 10 h. à 18 h.
Billetterie ■ Pavillon de Paris, ■ Pantin 75019 Paris ■ 13 h. à 19 h.
Guérite place ■ Châtelet 75001 Paris, jeudi ■ 11 h. à 20 h., vendredi
11 h. à 16 h.

Cle DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

Ventes aux enchères publiques

DROUOT - RIVE GAUCHE
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Télég. 270-906

Sauf indication particulière, les expositions ont lieu de 11 heures à 18 heures

LUNDI 14 FÉVRIER ~~15h30~~ samedi 17

S. 2. - Dessins et Art Déco. M. Solonnet, Andap.	S. 10. - Ador, Picard, M. Antonio.
S. 3. - Instruments Partitions et Opéra. MM. Vatelot.	S. 11. - Bolegard, de Heckeron, M. Morvan-Gobard.
S. 11. - Dessins et	S. 17. - Table mod. M. Vignone.
	S. 18. - Meubles. Obj. de vitrine.

MARDI 15 FÉVRIER (Exposition lundi 14)

MARDI 15 FÉVRIER (Exposition lundi 14)
S. 2. - Maubais. Objets d'art. — S. 14. - Livres d'architecture. —
N^o 2. Delema. MM. L... — S. 14. - L... Guillon, L... L...
L... L... MM. Colet. L...

MERCREDI 16 FÉVRIER (Exposition mardi 15)
S. 1. - Obj. d'art. L... S. 2. - L... Maubais. MM. L...

MERCREDI 16 FÉVRIER (Exposition mardi 15)

1. - Obj. divers. Bronzes. Art
Géom. Estampes japonaises.
M^{rs} Couturier, Nicolas, MM. Bour-
daler.

CREDI 16 FÉVRIER (Exposition 11 h. à 18 h.)

MERcredi 16, JEUDI 17 FÉVRIER (Exposition mardi 15)
S. E. - Bibliothèque d'un amateur. Livres anciens illustrés du XVIII^e, etc.

Picard, Tajan M. O. **CRUEL**

JEUDI 17 FÉVRIER (Exposition mercredi 16)
 1. 2. - 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 83

JEUDI 17 FÉVRIER

(Exposition mercredi 16 de 11 à 18 h. Jeudi 17 de 11 à 12 h.)
S. S. - ~~Exposition~~ Sacha Guitry. Souvenirs historiques. Autographes.
Mme Alice Ricard, Talen, 234, P. 1. Charles M. Cordier.

PIERCE, TAJAN, MM. R.J. Charles, M. Castaing.

VENDREDI 18 FÉVRIER (Exposition jeudi 17 février)

| | |
|--|--|
| 13. - Bons meubles. | 14. - Bons meubles. |
| M ^{re} Champetier et Ribes-Ribeyre. | M ^{re} Laurin, Gailloux, Tallonn. |

onn. grecques. Girard de

S. 8. — Monn. grecques, byzantines, romaines, Monn. galloises, caroling., royales et féodales. Monn. mod. étranger. Loudaer.

S. 8. — Objets d'art du M^e Ader, Picard, Tajan.

J. P.

18 FÉVRIER jeudi 17 de 11

S. 16. - vins, M^r Daurbergue.

11 h et à 14 h. - Exposition

S. 16. - Estampes, dessins, aquarelles, pastels, gouaches, peintures.
M^{me} Loudmer, Poulain.

| Etudes anobliques les | | le | le |
|--------------------------------|---------------------------------|-----------|------------|
| ADER, PICAUD, TAJAN, 12, rue | 75002), 742-82-23 | | |
| LE BLANC, 23, avenue de l'Yver | (75002), 979-78-78 | | |
| BOISSEAU, 23, rue de la | (75002) | | |
| BOISSEAU, DE HESSEKIN, 2, r | Provence (75002), 770-51-36 | | |
| CHAMPETIERE DE RIBES, RIBES | KISSEY, MILLON, 14, rue | | |
| COUTURIER, NICOLAY, 51, rue | de Bellechasse (75001), | | |
| DELOEUX, 3, rue de la | Mairie (75008) | | |
| DELOEUX, 20, rue de la | Sainte-Germain (75007), | | |
| GOEUX, SOLANET, AUDAP, | | | 770-15-53, |
| LAUREN, GUILLOUX, STUBERT | STUBERT, TAILLEUR (anciennement | | |
| LAUREN, LAUREN, 20, rue | de la Sainte-Germain (75007), | | |
| LOMBARD, POULAIN, 30, place | de Madeleine (75008), | | |
| OSER, 22, rue Drouot (75008), | 533 | | |
| PEREIRA, 22, rue de la | Grande-Batellerie (75009), | 770-88-38 | |
| PEREIRA, 22, rue de la | Grande-Batellerie (75009), | 770-88-38 | |

ANNONCES CLASSEES

| | la ligne | la ligne 10 |
|--|----------|-------------|
| "Placards encadrés" col. et + (la ligne colonne) | 40,00 | 45,76 |
| "Placards encadrés" col. et + (la ligne colonne) | 42,00 | 48,04 |
| "Placards encadrés" col. et + (la ligne colonne) | 9,00 | 10,29 |
| PROPOSITIONS DOMAINE | 70,00 | 80,08 |

| | la ligne | la ligne 10 |
|---------------------|----------|-------------|
| L'IMMOBILIER | 28,00 | 32,03 |
| "Placards encadrés" | 34,00 | 38,89 |
| Double insertion | 38,00 | 43,47 |
| "Placards encadrés" | 40,00 | 45,76 |
| L'AGENDA DU MONDE | 28,00 | 32,03 |

offres d'emploi

IMPORTANTE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
recherche
pour le bureau d'études
(100 personnes)
de son siège à La Défense

CADRE INFORMATIQUE TECHNIQUE

- pour prendre en charge la cellule de calcul automatique (équipée de terminaux IBM);
- expérience programmation FORTRAN;
- connaissance génie-civil souhaitée.

Envoyer CV et photo **1554** à :
14p 31, rue BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC NATIONAL
organise au profit d'un établissement
situé à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)
d'un ANALYSTE d'APPLICATION

de DEUX PROGRAMMEURS

appelés à participer au développement de solutions informatiques sur un matériel CII IRIS 43.

- Expérience professionnelle : 1 an minimum;
- pratique du langage ALGOL;
- aptitude à servir outre-mer indispensable (certificat médical).

Rémunération annuelle : 1.200.000 F.

Envoyer CV, photo, sous pli fermé à :
INTERMEDIA (réf. 1554) 20, rue de la Harpe 75005 PARIS qui transmettra.

CHEF DE VENTES ALLEMAGNE (RFA)

Pour une très importante
Société Française,
fabriquant et distribuant
du matériel électrique industriel.

MISSION :
Animation et gestion d'une équipe de vente répartie
sur tout le territoire de la RFA.

FORMATION :
Ingénieur Mécatronicien à défaut Technicien
Supérieur ayant acquis une expérience professionnelle
(10 ans minimum) au sein de Sociétés constructrices
des biens d'équipement technique.
connaissances très poussées de la vente de ces produits et
si possible du marché allemand concerné.
Age: 35 ans minimum; Nationalité: allemande.

Il est offert une situation intéressante dans une Société
de grande renommée pour un contrat de haute tenue.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
SECE 105, bd Haussmann 75008 PARIS
Sous pli 71032 E - J. WEGGEBER.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION
(C.A. 2,4 milliards) leader dans ses marchés
recherche pour sa Division
DES PRODUITS D'ENTRETIEN

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Personnalité curieuse et imaginative capable de
s'adapter rapidement. Esprit de synthèse et d'analyse.
Aptitude aux contacts. Amoureux du travail d'équipe.

Formation : Grande École (H.E.C., Sciences Po,
ESSEC, SUP. de Co.).

Expérience : un à deux ans dans un groupe
produisant de grande consommation chez l'annuaire
ou dans une entreprise de publicité.

Connaissances souhaitées : techniques marketing,
distribution, de marché, statistiques,
mathématiques élémentaires.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 58.111
Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'APPLICATION DE L'INFORMATIQUE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche pour
grande notoriété recherche

Ingénieur M.B.
Grande École exclusivement
pour poste de développement

CHEF DE SERVICE SYSTÈME DE TRANSMISSIONS ET RÉSEAUX

responsabilités.

Expérience commerciale, technique
et administrative dans la mise en œuvre de systèmes de transmission et de réseaux.
Travail autonome dans une région Paris avec déplacements fréquents à l'étranger.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et présentations
à : **1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.**

INGÉNIEUR AGRONOME STAGIAIRE

Nous sommes une société
de produits chimiques pour l'agriculture
internationale.

Nous recherchons un ingénieur agronome stagiaire :

- Ayant une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand écrit et parlé;
- Diplômé d'une école supérieure d'agronomie ou d'un diplôme de sciences universitaires équivalent;
- Désirant se former à la pratique des problèmes de développement des produits phytosanitaires.

Ce stage peut déboucher sur un poste de **TECHNICO-COMMERCIAL** au sein de notre société.

Envoyez C.V. + photo, sous pli fermé à :
CREVON CHEMICAL SYSTEM S.A.F.
12, rue de Fentille - 75008 PARIS

AMNESTY INTERNATIONAL

Un chercheur pour étudier la situation de l'homme et les cas de persécution, au sein de la communauté internationale, de rapports d'information, de directives, de la formation, de la politique, les qualités requises sont : Une connaissance de l'anglais, une solide expérience académique, concerner les sujets en question, et une véritable objectivité, dans le discernement politique. Le porteur de la lettre, et une maîtrise de l'arabe sont indispensables. Les candidats, indiquant une connaissance de la langue, l'anglais, recevront une attention particulière.

Salaires : 4.115 par an. Poste à Londres.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à : **Amnesty International, 55 Theobalds Road, London WC1X 7TL, 01-494-8831, poste 24.**

CASABLANCA (MAROC)
IMPORTANT PHARMACEUTIQUE recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Il devra assurer :

- la maintenance de l'usine et des machines;
- la recherche et la définition des nouveaux équipements.

Ce poste peut évoluer vers un ingénieur
des Arts et Métiers ou similaire.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
UNIVAR - MAROC, S.P. 508, H.E.C. 115, qui transmettra.

SOCIÉTÉ LEADER DANS LE LOGEMENT DE FRANCE
recherche pour
régions PARISIENNE ET RHONE-ALPES

DIRECTEURS DE SUCCURSALE

chargés de la gestion d'une importante et active succursale de la région de Lyon et de la région de Grenoble.

Expérience de gestion d'une succursale de la région de Lyon et de la région de Grenoble.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE MENUISERIE BATIMENT
recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

chargé de la gestion administrative et comptable de l'entreprise.

Expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

TEKLEC AIRTRONIC
recherche

pour compléter son équipe de Ventes dans le domaine de l'électronique et le traitement du signal

1 JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOME ELECTRONIQUE

Excellente connaissance de l'anglais indispensable.
Désir d'évoluer pour personne dynamique.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
TEKLEC AIRTRONIC, Service du Personnel, N° 2, 8211 SEVRES.

Importante Société d'Électronique
banlieue Sud recherche

INGÉNIEUR ANALYSTE - PROGRAMMEUR POSITION II.

4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des mini-ordinateurs;
compétence temps réel et simulation scientifique;
notions de HARDWARE.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
PUBLICITES REUNIES, 214, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

CREHALET, FOLLOT ROBERT et PARTNERS

OFFRE RARE A UN LYONNAIS

- Participation à la gestion de C.F.E.P. Sud, Agence de publicité installée à Lyon et à Grenoble.
- Participation à la gestion de la société de distribution de la région de Lyon et de la région de Grenoble.

TOUTES LES CONDITIONS SUIVANTES DOIVENT ÊTRE REMPLIES :

- bon profilant en la publicité et du marketing (expérience de très bonne agence);
- gout au travail; connaissances de la distribution de l'immobilier souhaitées;
- esprit d'entrepreneur;
- origine lyonnaise ou de la région.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

AGENCE IMMOBILIÈRE DE 1^{er} PLAN
recherche

pour animer son équipe de Négociateurs

UN NÉGOCIATEUR
très expérimenté et ayant fait ses preuves

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

ATTACHÉ DE DIRECTION
PARIS 60.000 +

Un important Groupe Immobilier souhaite recruter un **ATTACHÉ DE DIRECTION** au sein de son service de gestion.

Après formation, il se verra confier des responsabilités opérationnelles. La connaissance du secteur Immobilier ou du Bâtiment serait appréciée.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

INDUSTRIE DU BOIS EN CÔTE D'IVOIRE
recherche

pour son département de la Côte d'Ivoire

UN DÉCORATEUR AGENCEUR

capable de concevoir des projets, d'animer l'exécution et de créer des modèles de mobilier pour l'habitat.

Minimum 30 ans d'expérience professionnelle.

Logement et nourriture gratuits.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

BANQUE RÉGIONALE POUR NEVERS
recherche

GRADÉ CLASSE II

Il aura pour mission de :

- Participer à la gestion de la Banque de Nevers.
- Assurer la gestion de la Banque de Nevers.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

ENTREPRISE MÉCANIQUE
proche banlieue Nord-Est
effectif 1.000 personnes

CHEF DES SERVICES GÉNÉRAUX

possédant une expérience de gestion de personnel et une connaissance de la comptabilité d'un siège d'une entreprise importante.

Expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

TEKLEC AIRTRONIC
recherche

pour son service de gestion

UN JEUNE CADRE

École supérieure de Gestion
ou 3 à 5 ans d'expérience.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

STE DE SERVICES
mille d'un groupe important recherche

UN COLLABORATEUR DE CONTRÔLE DE GESTION

sous l'autorité du Directeur financier, il sera chargé de :

- la gestion des dépenses;
- la gestion des recettes;
- la gestion des stocks;
- la gestion des immobilisations;
- la gestion des amortissements;
- la gestion des provisions;
- la gestion des dépréciations;
- la gestion des pertes et profits;
- la gestion des autres produits et charges.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

SEITHA CLIMATISATION CONDITIONNEMENT
recherche

INGÉNIEURS CHARGES D'AFFAIRES

De formation solide : A et M.B.

De technique poussée de la climatisation.

Expérience professionnelle de 5 ans minimum.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
recherche pour son siège à PARIS, son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Minimum 35 ans

- Grande École + Diplôme Management, Gestion Financière, etc.
- Expérience bancaire d'au moins 10 ans.
- Maîtrise de l'anglais, allemand souhaitée.
- Démarche importante.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

TEKLEC AIRTRONIC
recherche

pour son service de gestion

UN JEUNE CADRE

École supérieure de Gestion
ou 3 à 5 ans d'expérience.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

ALBA INFORMATIQUE
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

COBOL - OS/VS

Connaissance J.A.S. souhaitée.

Envoyez lettre + C.V. détaillé à :
1554, Contesse Publi., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

JUSTICE

UN COLLOQUE AU SÉNAT

Un groupe de juristes français se prononce en faveur d'une ratification rapide de la convention européenne contre le terrorisme

Un groupe de juristes français, réunis sous la présidence de M. Maurice Rolland, ancien président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, a tenu au Sénat un colloque organisé par l'Association des magistrats résistants et libéraux et qui a eu lieu, mercredi 9 février, au Sénat, les problèmes de l'extradition et les critiques formulées sur la Convention européenne contre le terrorisme.

Le premier thème a été analysé au regard de la récente affaire Ali. Les juristes ont déploré « les conditions de pré-captation dans lesquelles le gouvernement a demandé à la chambre d'accusation de se saisir, alors qu'il pouvait de lui-même procéder à la libération de l'intéressé sans recourir à une décision judiciaire ». Examinant l'arrêt rendu, le 11 janvier 1977, par la chambre d'accusation du tribunal de Paris, les participants aux débats ont regretté que celui-ci « ne se soit pas expliqué sur le problème fondamental de l'applicabilité de la convention franco-irlandaise du 12 novembre 1958 ».

M. Raymond Linder, ancien premier avocat général à la Cour de cassation, a rapproché le cas Abou Daoud de l'affaire de la « Section spéciale », soulignant leur différence de degré, mais pas de nature, et a estimé qu'on avait fait porter le chapeau aux magistrats.

Il a insisté sur les griefs formulés à la convention européenne contre le terrorisme, signée le 27 janvier, par la France, les juristes ont souligné qu'elle ne porte pas atteinte au droit d'asile. Afin de démontrer qu'on avait fait « un procès d'intention » à cette convention, M. Jean-Louis Bismuth, professeur à la faculté de droit de Reims, a réfuté les critiques annonçant que ce texte soulevait le problème de la non-exécution en matière politique.

M. Rosta, professeur de droit international public, répondant au président de la République, qui

Le procès du hold-up du « Figaro »

UNE DOUBLE PROCÉDURE

Après une audience entièrement réservée à l'examen des circonstances de la fusillade qui avait eu lieu sur les Champs-Élysées le 10 février, le Figaro a été jugé par la Cour de cassation le 10 février. Le président de la Cour, M. Maurice Rolland, a déclaré que le procès du hold-up du Figaro était une double procédure. D'une part, il s'agit d'un procès pénal, car il y a eu des coups de feu qui ont entraîné la mort de deux personnes. D'autre part, il s'agit d'un procès civil, car il y a eu des dommages matériels.

Le président de la Cour a souligné que le procès du hold-up du Figaro était une double procédure. D'une part, il s'agit d'un procès pénal, car il y a eu des coups de feu qui ont entraîné la mort de deux personnes. D'autre part, il s'agit d'un procès civil, car il y a eu des dommages matériels.

Le président de la Cour a souligné que le procès du hold-up du Figaro était une double procédure. D'une part, il s'agit d'un procès pénal, car il y a eu des coups de feu qui ont entraîné la mort de deux personnes. D'autre part, il s'agit d'un procès civil, car il y a eu des dommages matériels.

A LA COUR DE CASSATION Les droits des enfants des victimes d'accidents aériens

Réunie en assemblée plénière sous la présidence de M. Albert Mouton, premier président, et en présence M. Guy Chavonon, procureur général, la Cour de cassation a statué sur une question litigieuse suscitée par l'accident de deux avions le 10 février 1976, à la victime (ou à ses ayants droit) d'un accident d'aviation pour en demander réparation ou transport international, délai prévu par l'article 29 de la convention de Varsovie.

Deux des trois avions avaient été impliqués dans un accident d'aviation qui se produisit le 31 juillet 1944, au-dessus de la région de Paris. L'un des avions était un avion de ligne de la compagnie Air France, l'autre était un avion de la compagnie Air Algérie.

Un médecin marocain, le docteur H. Benne, a été inculpé de l'accident. Il a été administré à des patients de la clinique de la Cour de cassation.

Après l'interpellation de Bel-fort d'une quinzaine de lycéens soupçonnés d'avoir fait usage de haschisch (le Monde du 8 février), une troisième inculpation pour infraction à la législation sur les stupéfiants vient d'être prononcée.

Le mort de Chambéry : L'autopsie a été faite par le docteur H. Benne, le 10 février 1976. L'autopsie a révélé que le mort était un jeune homme de 25 ans.

L'immobilier

appartements à acheter

Paris 15e, 7e arrondissement, rue de la Chapelle, 15, T. 55-99-75.

appartements occupés

IDEAL INVESTISSEURS ou ACHETEURS AVISÉS de beaux appartements à Paris, pour investissement ou usage personnel.

constructions neuves

SUISSE, 17 rue de la Chapelle, 17, T. 55-99-75.

STUDIOS et P. M.

Appartements à louer, 10 à 30 à la semaine, 10 à 30 à la nuit.

MAISON DE VILLE

« JEANNE DU LAC », 20, rue de la Chapelle, 20, T. 55-99-75.

DU STYLÉ 5 P. M.

Appartements à louer, 10 à 30 à la semaine, 10 à 30 à la nuit.

33, RUE CENSIER (5e)

ENCORE (MAIS SEULEMENT) APPARTEMENTS

2 pièces = 54 m² + balcon, 3 pièces = 60 m² + balcon, 4 pièces = 100 m² + balcon, 5 pièces = 110 m² + balcon.

locations non meublées

Paris

GOBELINS 5 pièces, cuisine, 2 étages, 110 m², parking, 15-15 h, T. 55-99-75.

Région parisienne

NEUILLY, 60 m², Professionnel, 2 p., 3 p., 4 p., T. 55-99-75.

BANQUE SUD

EVRY - CORBEIL

dans résidence grand standing APPARTEMENTS NEUF

3 pièces, 40 m², 1 p., 2 p., 3 p., 4 p., T. 55-99-75.

CRÉTEIL

M^{re} PREFECTURE LIENS

(SANS F. M. COMMERCIAL) en PROFESSIONNEL

locaux commerciaux

A ST-MAUR (94) pour étal. T. 55-99-75.

locaux industriels

15 km. d'Avignon, ancienne usine, 300 m², T. 55-99-75.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE 25 LOCALITAIRES

ACHETE COMPTANT A PARIS BOUTIQUE libre, avec meub.

pavillons

MONTREUIL, 10 km. de Paris, 10 km. de Paris, T. 55-99-75.

propriétés

Vente propriété de 120 ha, châteaux, villas, maisons, T. 55-99-75.

MAISON DE VILLE

« JEANNE DU LAC », 20, rue de la Chapelle, 20, T. 55-99-75.

DU STYLÉ 5 P. M.

Appartements à louer, 10 à 30 à la semaine, 10 à 30 à la nuit.

MAISON DE VILLE

« JEANNE DU LAC », 20, rue de la Chapelle, 20, T. 55-99-75.

DU STYLÉ 5 P. M.

Appartements à louer, 10 à 30 à la semaine, 10 à 30 à la nuit.

33, RUE CENSIER (5e)

ENCORE (MAIS SEULEMENT) APPARTEMENTS

2 pièces = 54 m² + balcon, 3 pièces = 60 m² + balcon, 4 pièces = 100 m² + balcon, 5 pièces = 110 m² + balcon.

locations non meublées

Paris

GOBELINS 5 pièces, cuisine, 2 étages, 110 m², parking, 15-15 h, T. 55-99-75.

Région parisienne

NEUILLY, 60 m², Professionnel, 2 p., 3 p., 4 p., T. 55-99-75.

BANQUE SUD

EVRY - CORBEIL

dans résidence grand standing APPARTEMENTS NEUF

3 pièces, 40 m², 1 p., 2 p., 3 p., 4 p., T. 55-99-75.

CRÉTEIL

M^{re} PREFECTURE LIENS

(SANS F. M. COMMERCIAL) en PROFESSIONNEL

locaux commerciaux

A ST-MAUR (94) pour étal. T. 55-99-75.

locaux industriels

15 km. d'Avignon, ancienne usine, 300 m², T. 55-99-75.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE 25 LOCALITAIRES

ACHETE COMPTANT A PARIS BOUTIQUE libre, avec meub.

233-44-21

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LÉGISLATION

Le projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs sera soumis au conseil des ministres

Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, a présenté à la presse, jeudi 10 février, le texte du projet de loi « sur la protection et l'information des consommateurs », qui devrait être soumis en mars au conseil des ministres et qui a fait l'objet d'une réunion du comité national de la consommation mercredi 9 février. Les organisations de consommateurs, en possession du texte depuis une quinzaine de jours, ont adopté une position commune lors de la réunion du comité et donneront par écrit au ministre leur opinion dans dix jours.

L'avant-projet de loi, qui est un des textes fondamentaux annoncés par Mme Scrivener dans son programme (le Monde du 27 mai 1976), comporte treize articles répartis en cinq chapitres essentiels. L'exposé des motifs souligne qu'il a pour ambition de remédier aux lacunes et aux insuffisances d'une législation faite de textes multiples et souvent vieillissants afin que les consommateurs puissent bénéficier à la fois d'une protection juridique et homogène et d'une information plus complète sur les produits et les services qu'ils achètent. « Il s'agit d'améliorer les conditions dans lesquelles ils peuvent jouer leur rôle de partenaires dans l'économie de marché ».

● Mesures relatives à la santé et à la sécurité du consommateur (art. 1 à 6). — Ce chapitre ouvre la possibilité de réglementer par décret la fabrication, l'importation, l'offre, la vente, la détention, l'étiquetage de tous les produits et services dangereux. Il prévoit une procédure d'urgence en cas de danger grave et immédiat : suspension de la fabrication de la commercialisation, retrait et si nécessaire destruction des produits en cause.

● La répression des fraudes et la falsification des produits. — Ce deuxième chapitre, de loin le plus long et le plus technique (art. 7 à 15), est consacré au renforcement de la loi du 1^{er} août 1905. Les dispositions sont étendues aux services ; l'aptitude à l'emploi d'un produit, les risques inhérents à son utilisation, les modes d'emploi et les précautions à prendre pourront faire l'objet d'un étiquetage obligatoire, et les fraudes en la matière tomberont sous le coup de la loi. L'éligibilité obligatoire d'information sera étendue à tous les documents commerciaux et publicitaires.

● La qualification des produits (art. 16 à 25). Le Laboratoire national d'essais, qui jusqu'ici dépendait du Conservatoire na-

tional des arts et métiers, est transformé en un établissement public à caractère industriel et commercial chargé de définir, à la demande des ministères, les critères de qualification des produits industriels. De plus, le régime des labels agricoles, créé par la loi du 5 août 1960, est modifié pour en donner une définition plus stricte et permettre d'en sanctionner légalement l'usage abusif.

● Les clauses abusives dans les contrats (art. 26 à 33). — Une commission spécialisée (composée de magistrats, de fonctionnaires et de personnalités compétentes) définit les « clauses abusives » qui seront nulles, — en recherche la présence dans les contrats utilisés et recommande aux professionnels la suppression de ces clauses.

● La publicité mensongère (art. 34 et 35). — Les peines prévues par les articles de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat en matière de publicité mensongère sont aggravées. Les amendes pourront atteindre 50 % du montant des investissements publicitaires jugés mensongers. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une loi définit une amende en pourcentage et non pas en valeur absolue.

D'ores et déjà, on peut dire que les organisations, qui regrettaient de n'avoir pas été associées à l'élaboration du projet, en trouvent le titre bien ambitieux eu égard à son contenu et eu égard au projet de « loi-cadre » qu'elles avaient elles-mêmes, naguère, mis au point (« le Monde » du 30 avril 1975). Elles auraient souhaité un texte plus général, expression d'un grand dessein, et jugent que les mesures qui leur sont proposées composent une mosaïque de réformes ponctuelles.

● La publicité mensongère (art. 34 et 35). — Les peines prévues par les articles de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat en matière de publicité mensongère sont aggravées. Les amendes pourront atteindre 50 % du montant des investissements publicitaires jugés mensongers. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une loi définit une amende en pourcentage et non pas en valeur absolue.

EMPLOI

L'ESPÉRANCE ET L'ÉPANOUISSEMENT

(Suite de la première page.)

Un jeune chômeur, c'est un garçon ou une fille qui se sent, se voit, se croit rejeté par la société. Pour eux, la première leçon de la vie, c'est d'apprendre à perdre l'espérance. Il se présente, il écrit, il téléphone : pas d'embauche. Rien pour vous, loi on licencie, on ne ferme. Vos études, vos diplômes ? Ils ne valent rien. Ah ! Si vous aviez quelques années de pratique, peut-être... Et encore : il faudrait que fois des conduites de panamé, des vous ne soyez pas trop gourmand ni trop pressé. Et que vous soyez, bien entendu, dynamique, et docile, et travailleur. Alors, après quelques mois d'essai, on pourrait voir. A condition que la situation s'améliore, naturellement. Ne croyez pas qu'on a besoin de vous, qu'on vous attend. Rejetés, humiliés. Exclues, paumés. Que font les exclus et les

paumés quand ils sont renvoyés dans les marges d'une société qui ne veut pas d'eux ? Ils deviennent des marginaux. Ils adoptent par fois des conduites de panamé, des conduites suicidaires. Trente mille drogués, dit-on. Deux cent mille délinquants peut-être, dont soixante mille de moins de dix-huit ans. Quant aux suicides, il n'y a pas de statistiques : les chiffres admis, ceux de l'INSEE, par exemple, font état de dix mille morts par an, de tous âges, mais ne recensent pas les tentatives. S.O.S. Amitié reçoit chaque jour, à son seul centre de Paris, cinq appels de candidats au suicide, cent cinquante par mois, émanant en majorité de jeunes et de personnes âgées.

Oh ! Tous les jeunes chômeurs ne deviennent pas des marginaux, des délinquants, des drogués, ou des suicidaires, heureusement. Mais allez donc, après ces débuts prometteurs, leur vanter les merveilles du progrès, le savoir-faire des gouvernants, le désintéressement des entrepreneurs, l'efficacité des syndicats... Et on ose leur reprocher, à ces jeunes, de manquer d'enthousiasme, de refuser de s'engager — dans l'action, dans la collectivité, dans le mariage ou même, et c'est le comble, dans le travail ! On entend gémir, dans des discours paternalistes, sur leur « refus de la vie » parce qu'ils n'ont pas assez d'enfants.

Deux chiffres encore, dans un domaine bien limité et apparemment secondaire, mais qui en disent long : un million seulement de jeunes de quinze à vingt-cinq ans, qui sont en tout huit millions, résident hors du domicile familial. Une enquête (1) a montré que, sur les sept millions qui restent, au fil des semaines, des mois, vaillent et dont 15 % sont mariés, 80 % aspirent à vivre de façon

autonome, indépendante. Mais ils ne trouvent pas à se loger ou ne peuvent payer les loyers qui leur sont demandés.

Si les jeunes chômeurs apprennent ainsi à perdre l'espérance, les chômeurs de tous âges doivent renoncer, eux, à l'épanouissement. Et sans travail, en France, en 1977, comme un million d'hommes et de femmes, c'est vaguement suspect, c'est presque honteux. On est un inutile, un légal, une sorte de mendiant qui se croise les bras pendant que les autres se fatiguent pour le nourrir. Qu'il aille d'ailleurs toucher ses marges allocations, pointer au chômage, chercher un emploi, on le lui fera bien sentir.

C'est exagéré ? Combien de chômeurs quittent leur domicile le matin pour n'y revenir que le soir, comme s'ils allaient au bureau, à l'école ou à l'atelier, afin que leurs enfants ne sachent pas, ne voient pas, que leur père est un bon à rien ? Combien ressentent au fil des semaines, des mois, une inquiétude croissante aux causes plus psychologiques et morales encore que matérielles, qui conduit souvent à la dépression, au doute, à l'angoisse ? Allez donc leur conseiller d'utiliser leurs loisirs forcés pour s'instruire, se cultiver, se former, en un mot s'épanouir ! Les allocations, les aides, les indemnités, c'est bien, c'est indispensable. Mais ce n'est pas tout, ce n'est pas assez. L'espérance et l'épanouissement sont aussi des droits pour l'homme, ils lui sont aussi nécessaires que le pain.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(1) Rapport du groupe de travail sur le logement présenté le 3 février 1976 à la commission arbitraire sociétés-jeunes constituée par le gouvernement.

SYNDICATS

M. CHARPENTIER (C.G.C.)
A REQU M. CHIRAC

M. Chirac, président du R.P.R., a été reçu, mercredi 9 février, au siège de la confédération générale des cadres, rue de Grammont, par M. Yvon Charpentier, président de cette organisation. Évoquant la politique dans l'entreprise, M. Chirac a indiqué qu'il approuvait l'attitude de la C.G.C. et a ajouté : « En aucun cas, l'entreprise ne peut et ne doit être le champ clos d'un débat politique. Comme la C.G.C., nous défendons les initiatives de certains partis qui organisent des meetings, des distributions de tracts ou des rencontres-débats dans les entreprises ».

Mais, cela n'empêche pas le R.P.R. de poursuivre son implantation au sein du monde ouvrier. Elle se fait de façon extrêmement positive, car il n'est pas question de laisser le champ libre aux seuls communistes dans ce domaine ».

A propos de la fiscalité, M. Yvon Charpentier, ayant demandé « une simplification et une plus grande justice », M. Chirac a souhaité une « réforme complète du système fiscal qui aboutirait à un allègement des contraintes et à un meilleur équilibre dans la répartition des charges ».

ODOUL Garde-meubles 208 10-30

(Publicité)
RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES
Direction des Travaux Publics - Arrondissement Routes
AVIS
DE PRÉSELECTION DES ENTREPRISES
POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE ANEHO-TABLIGBO

Projet dont le financement a été demandé à l'Association Internationale de Développement (A.I.D.)

1. - Objet de l'appel d'offres :
Le Gouvernement de la République Togolaise lance un avis de présélection des entreprises pour l'aménagement et le renforcement de la route bitumée ANEHO-TABLIGBO.
Le Gouvernement de la République Togolaise a demandé un crédit de l'Association Internationale de Développement en vue de financer ce projet. Les sommes accordées au titre de ce crédit seraient utilisées pour effectuer les paiements prévus au titre du marché, pour lequel le présent avis de présélection est émis. L'Association Internationale de Développement n'affectera pas les paiements qu'après les avoir approuvés conformément aux clauses de l'accord de crédit. Ces paiements seraient soumis à tous égards aux dispositions et conditions à intervenir dans cet accord.

2. - Lieu d'exécution :
Les travaux seront exécutés en République Togolaise.
3. - Description des travaux :
a) Généralités : Origine ANEHO, Extrémité Tabligbo ;
b) Nature des travaux : Longueur : 44,5 km.
1. - Terrassement. — Débroussaillage, abattage d'arbres, décapage, scarification, exécution de déblais et remblais en particulier en élargissement de la plate-forme.
2. - Chaussée. — Couche de fondation en élargissement : couche de base en latérite améliorée au ciment sur toute la largeur de la plate-forme.
3. - Ouvrages d'art et d'assainissement. — Double pont cadre ; buses de diamètre 100 et 80, dalots.
4. - Déclat d'exécution. — Le délai d'exécution est fixé à 18 mois.
5. - Participation à la présélection :
La participation à la présélection est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ou groupements dénommés personnes ressortissantes des États membres de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ; abrégé : Banque Mondiale et de Suisse.
6. - Acquisition de dossier de présélection :
Les dossiers de présélection seront envoyés par avion par la Direction des Travaux Publics, B.P. 335 LOMÉ (Togo), contre l'envoi d'un chèque de 2.000 F C.F.A. libellé au nom du Trésorier-Payeur du Togo.
7. - Niveau des candidatures :
Les entreprises ou groupements d'entreprises désireux de participer à l'appel d'offres de présélection devront faire parvenir leur candidature à la présélection, en langue française sur papier libre, par envoi recommandé avec accusé de réception ou dépôt contre accusé de réception, à l'adresse suivante :
Monsieur le Directeur des Travaux Publics,
Direction des Travaux Publics,
B.P. 335,
LOMÉ (Togo).

En outre, l'enveloppe devra porter la mention : « Présélection des entreprises pour l'aménagement de la route ANEHO-TABLIGBO ».
8. - Date limite de dépôt des candidatures :
Les candidatures à la présélection doivent parvenir au plus tard à la date du 15 mars 1977, à 11 heures (h. loc.) (G.M.T.) date de fermeture, à l'adresse indiquée ci-dessus.
9. - Renseignements complémentaires :
Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de la Direction des Travaux Publics :
B.P. 335 - LOMÉ (Togo)
téléph. : 20-01 à 25-05

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA CONSTRUCTION
Direction de l'Infrastructure

Avis de présélection
en vue d'un appel d'offres international
pour l'aménagement de la route nationale
n° 5 entre Boudouaou et Lakhdaria

Un appel d'offres restreint sera lancé au début du deuxième trimestre 1977 pour l'exécution des travaux d'aménagement de la route nationale n° 5 entre BOUDOUAOU et LAKHDARIA sur 40 km environ.

La présente sélection a pour objet de déterminer les entreprises qui seront admises à soumissionner.

Les travaux comprendront :
Lot n° 1 :
— Production d'aggrégats concassés pour la chaussée et le béton : 400.000 m³.
— Fabrication en centrale de grave bitume 380.000 tonnes.
Lot n° 2 :
— Construction de la route entre Boudouaou et Beni-Amrane sur 30 km.
— Terrassement en grande masse : 2.600.000 m³.
— Mise en œuvre des couches de chaussées 525.000 m².
— Assainissement et autres sujétions.
Lot n° 3 :
— Construction de la route entre Beni-Amrane et Lakhdaria sur 10 km.
— Terrassement en grande masse : 560.000 m³.
— Mise en œuvre des couches de chaussées 80.500 m².
— Assainissement et autres sujétions.
Lot n° 4 :
— Construction d'ouvrages d'art (en béton armé et précontraint) décomposables en sept tranches indépendantes totalisant 6.652 m² de surface.
Lot n° 5 :
— Equipement de la route (glissières de sécurité et signalisation sur une longueur de 40 km).
Les entreprises ou groupements d'entreprises doivent faire acte de candidature pour un ou deux des lots avant le 15 mars 1977 à 12 heures au Ministère des Travaux Publics et de la Construction, Direction de l'Infrastructure, 135, rue Didouche Mourad - ALGER (ALGÉRIE).

Le dossier de candidature comprendra :
1) Déclaration d'intention de soumissionner.
2) Statuts, nationalité, capital de ou des entreprises et chiffre d'affaires des cinq dernières années.
3) Références précises en matière de travaux analogues notamment travaux d'importance équivalente exécutés par la ou les entreprises.
4) Personnel employé actuellement par l'entreprise, qualification et effectifs.
5) Matériel employé par l'entreprise : descriptif et indication sur des méthodes d'exécution.
Un mémoire explicatif des travaux peut être demandé auprès de M. l'Ingénieur en Chef du Service des Etudes et Travaux d'Infrastructure (SETI), B.P. 8, BIRMANDREIS, ALGER.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA CONSTRUCTION
Direction de l'Infrastructure

Avis de présélection
en vue d'un appel d'offres international
Construction du nouveau port de Jijel

Un appel d'offres restreint sera lancé au début du 2^e semestre 1977 pour l'exécution des travaux d'un port en site vierge lié à la nouvelle sidérurgie de JIJEL.

La présente présélection a pour objet de déterminer les Entreprises qui seront admises à soumissionner.

Les travaux comprendront :
Lot 1) Génie Civil et terrassements :
a) Ouvrages de protection 1.800 m. par fonds de 0 à 16 m., 1.100 m. par fonds de 16 à 18 m., 900 m. par fonds de 0 à 12 m.
b) Postes à quai : 1.100 m. avec tirant d'eau de 10,5 à 15 m. et terre-plein de 100 m. de profondeur.
1.000 m. avec tirant d'eau de 11 m. et terre-plein de 300 m. de profondeur moyenne.
c) Terrassements de la zone d'arrière-port - volume de l'ordre de 1,5 million de m³.
Lots 2) Dragages :
Bassins, chenal et zone d'évitage pour un volume d'environ 3 millions de m³.
Les Entreprises ou Groupements d'Entreprises doivent faire acte de candidature pour un ou deux des lots avant le 15 mars 1977 au Ministère des Travaux Publics et de la Construction, Direction de l'Infrastructure, 135, RUE DIDOUCHE-MOURAD, ALGER.
Le dossier de candidature comprendra :
1) Déclaration d'intention de soumissionner.
2) Statuts, nationalité, capital de ou (des) entreprise (s) et chiffre (s) d'affaires des cinq dernières années.
3) Références précises en matière de travaux analogues, notamment travaux d'importance équivalente exécutés par la ou (les) entreprise (s).
4) Personnel employé actuellement par l'Entreprise, qualification et effectifs.
5) Matériel employé par l'Entreprise : descriptif et indications sur les méthodes d'exécution.
Un mémoire explicatif des travaux peut être demandé auprès de M. l'Ingénieur en Chef du S.E.T.I. - BP 8 - BIRMANDREIS - ALGER.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN

COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 3/77

Le COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture d'équipements informatiques.

Les entreprises intéressées par ce présent avis peuvent retirer le cahier des charges au Commissariat National à l'Informatique, Route Nationale n° 5, Cinq-Maisons, EL HARRACH, ALGER (3^e étage) contre la somme de 300 D.A.

Les offres accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur devront être adressées sous pli cacheté au plus tard un MOIS après la parution du présent avis d'appel d'offres au Commissariat National à l'Informatique, Route Nationale n° 5, Cinq-Maisons, EL HARRACH, ALGER (3^e étage).

Les enveloppes renfermant les offres devront obligatoirement porter la mention suivante : **APPEL D'OFFRES - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES - A NE PAS OUVRIR.**

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix jours (90 jours) à compter de la date d'ouverture des plis.

s-Côte-d'Azur

ans la mission de l'ORCA

correspondent:

Le comité de coordination se réunira les 10 et 11 février prochains à la mission de l'ORCA. Au cours de ces deux jours, les membres du comité se réuniront pour discuter des points suivants :
— L'organisation des travaux de terrain.
— La répartition des tâches.
— Les moyens matériels et humains.
— Les modalités de suivi et de reporting.
— Les contacts avec les autorités locales.
— Les aspects juridiques et administratifs.
— Les questions de sécurité.
— Les aspects médicaux et sanitaires.
— Les questions de transport et de logistique.
— Les aspects culturels et linguistiques.
— Les questions de communication et de relations publiques.
— Les aspects financiers et budgétaires.
— Les questions de formation et de perfectionnement.
— Les aspects éthiques et déontologiques.
— Les questions de santé et de sécurité au travail.
— Les aspects environnementaux.
— Les questions de coopération internationale.
— Les aspects politiques et diplomatiques.
— Les questions de gestion de projet.
— Les aspects techniques et méthodologiques.
— Les questions de qualité et de normes.
— Les aspects de recherche et d'innovation.
— Les questions de développement durable.
— Les aspects de gouvernance et de transparence.
— Les questions de responsabilité sociale et environnementale.
— Les aspects de diversité et d'inclusion.
— Les questions de résilience et d'adaptabilité.
— Les aspects de leadership et de gestion d'équipe.
— Les questions de communication interne et externe.
— Les aspects de gestion des risques et de gestion de crise.
— Les questions de planification et de gestion du temps.
— Les aspects de gestion des ressources humaines.
— Les questions de gestion des finances et des budgets.
— Les aspects de gestion des matériels et des équipements.
— Les questions de gestion des données et de l'information.
— Les aspects de gestion des relations avec les parties prenantes.
— Les questions de gestion des conflits et de médiation.
— Les aspects de gestion des projets et des programmes.
— Les questions de gestion des processus et des procédures.
— Les aspects de gestion des systèmes et des technologies.
— Les questions de gestion des connaissances et de l'apprentissage.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions de gestion des émotions et des attitudes.
— Les aspects de gestion des comportements et des actions.
— Les questions de gestion des résultats et des performances.
— Les aspects de gestion des processus et des méthodes.
— Les questions de gestion des outils et des instruments.
— Les aspects de gestion des données et des informations.
— Les questions de gestion des connaissances et des savoirs.
— Les aspects de gestion des compétences et des capacités.
— Les questions de gestion des ressources et des moyens.
— Les aspects de gestion des temps et des délais.
— Les questions de gestion des espaces et des lieux.
— Les aspects de gestion des personnes et des équipes.
— Les questions de gestion des organisations et des structures.
— Les aspects de gestion des cultures et des valeurs.
— Les questions de gestion des identités et des images.
— Les aspects de gestion des réputation et de la confiance.
— Les questions de gestion des partenariats et des alliances.
— Les aspects de gestion des réseaux et des communautés.
— Les questions de gestion des flux et des échanges.
— Les aspects de gestion des impacts et des effets.
— Les questions de gestion des bénéfices et des coûts.
— Les aspects de gestion des risques et des opportunités.
— Les questions de gestion des défis et des succès.
— Les aspects de gestion des apprentissages et des expériences.
— Les questions

L'O.L.P. est disposée à reconnaître Israël « de facto » estime M. Waldheim

LIRE PAGE 3



Fondateur : Adenauer

UN JOUR DANS LE MONDE

234. EUROPE

Après le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Espagne et l'U.R.S.S., la contestation dans les pays communistes : M. Dubcek serait solidaire des signataires de la Charte 77.

4. AFRIQUE

RÉPUBLIQUE SUD-APRICAIN : les manifestations d'étudiants ont repris à Soweto.

5. ASIE

INDE : Mme Gandhi met ses vœux pour les élections politiques de son fils.

8 à 9. POLITIQUE

LIBRES OPINIONS : « Les vœux royaux », par Pierre Lafont.

10. MÉDECINE

La préparation des élections municipales.

10. DÉFENSE

0,4 % des élèves français étudient le russe.

12-13. LA DEUXIÈME SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

LE MONDE DES LIVRES

Pages 15 à 20

LE FEUILLETON de B. Polrot-Delpech : Le temps du magnétophone.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Qui êtes-vous, M. Burgin ? La perle de Jean-Claude André ; et la Piste de la Vie de Ronald Laing.

ENQUÊTES : La littérature du Sud-Est en question. SCIENCES HUMAINES : Paul Veyne, historien sociologue.

21 à 23. ARTS ET SPECTACLES

27. JUSTICE

28. D'UNE RÉGION À L'AUTRE

APRÈS LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN BRETAGNE : Libres opinions : « La culture en chaire », par Pierre Bernard.

29. ÉQUIPEMENT

POINT DE VUE : « Fumée reforme pour le poste », par Jean Bourgin.

29-30. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LEGISLATION : le projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs sera soumis en mars au conseil des ministres.

ÉTRANGER : face aux pressions protectionnistes, la marge de manœuvre de M. Carter est étroite.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (32)

Annouces (25 à 27) ; Aujourd'hui (21) ; Bulletin d'enseignement (24) ; Carnet (14) ; Journal officiel (24) ; Loterie nationale et Loto (24) ; Météorologie (24) ; Mots croisés (24) ; Bourse (21).

M. Waldheim aborde en Israël la phase essentielle de sa mission

De notre correspondant

Amman. — Après avoir visité plusieurs capitales arabes, M. Waldheim aborde, ce jeudi 10 février, à Jérusalem, la phase cruciale de sa mission au Proche-Orient.

L'avenir de la conférence de la paix dépend, en effet, de la reconnaissance

VERS UN RETRAIT DES TROUPES SYRIENNES DU SUD-LIBAN ?

Le président Sadek a fait savoir à Israël, par l'intermédiaire des États-Unis, qu'il envisageait de retirer les troupes syriennes stationnées dans le Sud-Liban par des unités libanaises, à-t-on indiqué, mercredi 9 février à Washington, de source autorisée. On confirme, de même source, les informations de la presse israélienne selon lesquelles la démarche du chef de l'État libanais a fait l'objet d'une note remise mardi par M. Ezzabih, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, à M. Dinitz, ambassadeur d'Israël à Washington. Toutefois, on ne pense pas, de source américaine, que ce retrait puisse avoir lieu rapidement en raison de la dégradation des forces armées libanaises. — (A.F.P.)

LA REINE ALIA DE JORDANIE SE TUE DANS UN ACCIDENT D'HELICOPTÈRE

Amman (A.F.P.). — Le roi Hussein de Jordanie a annoncé, mercredi 9 février, la mort, dans un accident d'hélicoptère, de sa femme, la reine Alia. Le souverain a précisé que celle-ci s'était rendue à Tahlia pour assister un malade. Au retour, l'appareil a été pris dans une tempête et s'est écrasé au sol. Tous les occupants, parmi lesquels le ministre de la Santé, M. Mohamad El Bechir, ont péri.

(Née le 25 décembre 1948 au Caire, son père, M. Saïd el-Toukan, était ambassadeur de Jordanie, la reine Alia avait fait ses études à l'université Loyola, à Rome, puis à New-York.

Après son retour à Amman, elle était occupée des relations publiques de la compagnie aérienne jordanienne Alia. Avant d'être assassinée, elle avait donné, le 5 mai 1976, une fille, la princesse Sara, puis, le 23 décembre 1976, un fils, le prince Ali.)

Propriété de classe exceptionnelle près RAMBOUILLET

Maison de Maître style XV^e XVI^e Maison de jardinier-gardienn Parc et jardin de 20.000 m²

Cervé 20 rue Chateaub Paris 94

247.13.22

(Publiote)

RENTABILISEZ L'AUDIOVISUEL DANS VOTRE ENTREPRISE :

promotion, information, formation

Séminaires : MEDIA-INFORMATION, animés par M. Raymond PLANQUE, ingénieur-conseil

Renseignements, programmes : MEDIA - FORMATION 131, rue d'Alsace, 75014 PARIS - Tél. : 342-31-13

RENSEIGNEMENTS

République Tunis, 61, rue de Malte, 75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30, ou votre agent de voyages.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom

Adresse

MO

Lic. A 504

Le numéro du « Monde » daté du 10 février 1977 a été tiré à 580 580 exemplaires.

Entre le 15 et le 22 février

NOUVELLES GRÈVES A LA RADIO-TELEVISION

Les syndicats de radio et de télévision (C.G.T., C.F.D.T. et S.N.T.) ont commencé, ce jeudi 10 février, une grève de 24 heures qui concernera l'ensemble des personnels des sociétés issues de l'O.R.T.F. Cela se traduira par une grève de vingt-quatre heures dans chaque société (le 15, TFI, le 16, A2, le 17, Radio-France et l'INA ; le 22, T.D.F., FR3, le 23, les syndicats prévoient une grève générale.

Selon les syndicats, « les conditions de travail ont cessé de se dégrader pour le personnel depuis le démantèlement de l'O.R.T.F. en 1974 ». Aussi, ces organisations demandent-elles la mise en grève de l'ensemble du personnel collectif commun et d'un volume de production de télévision garantissant l'emploi des personnels.

UNE ORDONNANCE D'EXPULSION EST PRISE A L'ENCONTRE DES TRAVAILLEURS DE LIP

(De notre correspondant.)

Besançon. — Sur la requête de M. Labrely, syndic de la SEKEIM, holding géant des actifs de LIP S.A. et de la Compagnie européenne d'horlogerie, une ordonnance d'expulsion a été rendue, le vendredi 9 février, par le tribunal de Besançon, aux fins de faire cesser l'occupation de l'immeuble de la rue de la République. Cet acte de procédure intervient dans le même temps que le conseil régional de Franche-Comté, tout en se proposant d'attribuer 1 million de francs à l'opération de rachat de l'ensemble des terrains et bâtiments, souhaite, par un vote adopté à l'unanimité, que « les actions de la Fédération régionale de démolition qui pourraient entraîner soient suspendues ».

La préfecture du Doubs précise ne pas avoir été saisie d'une telle demande. Si le préfet n'est pas, en droit, lié par le vote du conseil régional, son cabinet ne cache pas que ce vote sera un des éléments d'appréciation, pour le cas où l'intervention de la force publique serait jugée nécessaire, par le préfet, selon les textes, la possibilité de refuser cette intervention, si elle risque d'engendrer un trouble à l'ordre public.

Pour les avocats de la section C.F.D.T. de LIP, la procédure utilisée par M. Labrely est inhabituelle et anormale, s'agissant d'une démarche non contradictoire et sans assignation personnelle, contrairement aux décisions prises en référé lors de conflits sociaux.

LUCIEN GEORGE

La candidature de Mme Beate Klarsfeld pour le prix Nobel de la paix 1977 a été proposée par M. Rüdiger Seidel, membre de la Knesset, et un groupe de personnalités israéliennes.

L'exposé des motifs s'appuie sur l'action qu'elle mène depuis dix ans dans le monde entier et au profit de sa liberté et de sa vie contre l'antisémitisme, contre l'impunité des criminels nazis et en faveur de la paix entre les États arabes et Israël. — (Corresp.)

Un groupe de Khmers rouges a incendié, jeudi 10 février, un village thaïlandais de la province de Prachinburi (330 km à l'est de Bangkok) après avoir franchi la frontière, affirme un rapport parvenu au ministère de l'Intérieur thaïlandais. — (A.F.P.)

Cinq gardes civils et deux policiers qui avaient manifesté, le 17 décembre, à Madrid pour demander une augmentation de salaire ont été traduits en justice affirme Cambio 16. A la

suite de cette manifestation, 280 membres des forces de l'ordre avaient été détenus. 26 gardes civils ont été licenciés et 90 gardes civils et 163 policiers ont été mis à pied pour deux mois, inqué par la revue espagnole. — (A.F.P.)

Un porte-parole du parti communiste espagnol a démenti, mercredi 9 février, la rumeur selon laquelle Mme Dolores Ibarruri, présidente du P.C.E., se trouverait à Madrid ou en Espagne. « Toutes ces informations sont fausses. Nous attendons que les autorités démentent un pur et simple mensonge », a précisé le porte-parole. — (A.F.P.)

Un car de ramassage scolaire est entré en collision avec un poids lourd, ce jeudi 10 février,

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1946

Les départs d'étrangers ont été l'an dernier plus nombreux que les entrées

La France a enregistré l'an dernier et pour la première fois depuis que sont établies des estimations de ce type (1946) un excédent des émigrations sur les immigrations de 30 000. C'est le fait le plus marquant qui ressort des statistiques démographiques de l'INSEE pour 1976.

Commentées dans le dernier numéro de Population et Société (1), les statistiques prévoient une grève générale.

Selon les syndicats, « les conditions de travail ont cessé de se dégrader pour le personnel depuis le démantèlement de l'O.R.T.F. en 1974 ». Aussi, ces organisations demandent-elles la mise en grève de l'ensemble du personnel collectif commun et d'un volume de production de télévision garantissant l'emploi des personnels.

UNE ORDONNANCE D'EXPULSION EST PRISE A L'ENCONTRE DES TRAVAILLEURS DE LIP

(De notre correspondant.)

Besançon. — Sur la requête de M. Labrely, syndic de la SEKEIM, holding géant des actifs de LIP S.A. et de la Compagnie européenne d'horlogerie, une ordonnance d'expulsion a été rendue, le vendredi 9 février, par le tribunal de Besançon, aux fins de faire cesser l'occupation de l'immeuble de la rue de la République. Cet acte de procédure intervient dans le même temps que le conseil régional de Franche-Comté, tout en se proposant d'attribuer 1 million de francs à l'opération de rachat de l'ensemble des terrains et bâtiments, souhaite, par un vote adopté à l'unanimité, que « les actions de la Fédération régionale de démolition qui pourraient entraîner soient suspendues ».

La préfecture du Doubs précise ne pas avoir été saisie d'une telle demande. Si le préfet n'est pas, en droit, lié par le vote du conseil régional, son cabinet ne cache pas que ce vote sera un des éléments d'appréciation, pour le cas où l'intervention de la force publique serait jugée nécessaire, par le préfet, selon les textes, la possibilité de refuser cette intervention, si elle risque d'engendrer un trouble à l'ordre public.

Pour les avocats de la section C.F.D.T. de LIP, la procédure utilisée par M. Labrely est inhabituelle et anormale, s'agissant d'une démarche non contradictoire et sans assignation personnelle, contrairement aux décisions prises en référé lors de conflits sociaux.

LUCIEN GEORGE

La candidature de Mme Beate Klarsfeld pour le prix Nobel de la paix 1977 a été proposée par M. Rüdiger Seidel, membre de la Knesset, et un groupe de personnalités israéliennes.

L'exposé des motifs s'appuie sur l'action qu'elle mène depuis dix ans dans le monde entier et au profit de sa liberté et de sa vie contre l'antisémitisme, contre l'impunité des criminels nazis et en faveur de la paix entre les États arabes et Israël. — (Corresp.)

Un groupe de Khmers rouges a incendié, jeudi 10 février, un village thaïlandais de la province de Prachinburi (330 km à l'est de Bangkok) après avoir franchi la frontière, affirme un rapport parvenu au ministère de l'Intérieur thaïlandais. — (A.F.P.)

Cinq gardes civils et deux policiers qui avaient manifesté, le 17 décembre, à Madrid pour demander une augmentation de salaire ont été traduits en justice affirme Cambio 16. A la

suite de cette manifestation, 280 membres des forces de l'ordre avaient été détenus. 26 gardes civils ont été licenciés et 90 gardes civils et 163 policiers ont été mis à pied pour deux mois, inqué par la revue espagnole. — (A.F.P.)

Un porte-parole du parti communiste espagnol a démenti, mercredi 9 février, la rumeur selon laquelle Mme Dolores Ibarruri, présidente du P.C.E., se trouverait à Madrid ou en Espagne. « Toutes ces informations sont fausses. Nous attendons que les autorités démentent un pur et simple mensonge », a précisé le porte-parole. — (A.F.P.)

Un car de ramassage scolaire est entré en collision avec un poids lourd, ce jeudi 10 février,

rapport à l'année précédente, alors que, si la diminution s'est poursuivie au rythme de 1974 et de 1975, on aurait dû enregistrer que 680 000 nouveaux-nés.

Si la nouvelle tendance se poursuivait en 1977, on pourrait atteindre ou dépasser sept cent cinquante mille naissances. Le taux de natalité a été l'an dernier de 13,6 pour 1 000 (14,1 en 1975) ; le taux de fécondité d'un point par an depuis trois ans.

Troisième fait significatif : le nombre des mariages continue à baisser lentement depuis quatre ans (275 000, soit 7,1 pour 1 000 habitants contre 416 500 et 8,1 pour 1 000 en 1972), sans que l'on puisse savoir si la crise économique a retardé certains projets matrimoniaux ou si, comme en Scandinavie, la cohabitation, non sanctionnée par le passage à la mairie, se développe.

Au total, l'INSEE, qui estime que la population française approchait les 53 millions à la fin de 1976, évalue à 135 000 l'accroissement du nombre d'habitants (+ 0,25 %) contre 210 000 en 1975 (+ 0,40 %). Le niveau de la mortalité (555 000 décès l'an dernier, soit un taux de 10,5 pour 1 000) reste stable depuis dix ans.

(1) Février 1977, n° 29, édité par l'INED, 21, rue du Commandeur, 75075 Paris, Cedex 14.

LE JURY DU PRIX BERNARD-J. CABANES

L'Association des amis de Bernard-J. Cabanes, rédacteur en chef à l'A.F.P., mort le 14 juin 1976, victime d'un attentat, vient de rendre publique la composition du jury du Prix international du journalisme qu'elle a créé à sa mémoire. Destinée à distinguer les qualités d'un journaliste d'agence télégraphique de presse, il sera décerné pour la première fois le 14 juin prochain.

Le jury, présidé par M. Jean Marin, ancien président-directeur général de l'A.F.P., comprend M. Maurice Bujon, président de la Fédération nationale de la presse française, président-directeur général du Midi-Libre ; Jean-Louis Guillaud, directeur général de T.P. ; Claude Biret, directeur de la rédaction du Point ; Jacques Molle, vice-président de l'Association des amis de Bernard-J. Cabanes ; Pierre Salinger, de l'Express ; Maurice Schumann, de l'Académie française, sénateur, ancien ministre ; Pierre Vianasson-Ponté, éditeur, conseiller de direction du Monde, et Takasaki, d'Asahi Shimbun.

* Renseignements : 33, rue Charbon-Lagache, 75016 Paris.

près de Toulouse. Le premier bilan de la collision s'élève à quatre morts et à deux blessés, dont trois grièvement.

Programme audio-visuel pour l'enseignement de la chasse. Destinée aux formateurs (écoles de chasse, fédérations et associations locales, armuriers professionnels, enseignants, comités d'entraide), le « pas de chasse » se présente sous la forme de deux cassettes diapositives et deux cents fiches commentaires. Les réalisateurs, MM. Salas et Olroy, ont été conseillés par M. du Bouchet, de la revue Plaisir de la chasse. L'ensemble a été visionné par l'Office national de la chasse.

* Prix : 2 400 F (hors taxes). Reçu : 1981 en boîte, 12, rue des Trois-Frères, 75013 Paris, tél. 07-17-13.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port de New-York de ne pas autoriser l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy. Les syndicats britanniques menacent de boycotter les avions américains à l'aéroport londonien d'Heathrow au cas où l'avion supersonique ne serait pas autorisé à se poser à New-York. Ils accusent les autorités new-yorkaises de s'opposer à l'appareil franco-britannique pour des raisons commerciales.

De son côté, le Sénat de l'État de New-York a approuvé, le mercredi 9 février, une résolution recommandant au Port